

Perspectives d'avenir des jeunes adultes

Recherche en collaboration avec la Fondation P&V

Rapport n° 4

Menaces et auxiliaires

MARK ELCHARDUS

& PETRUS TE BRAAK

Département de sociologie, Groupe d'études TOR
Boulevard de la plaine 2, 1050 Bruxelles
<http://www.vub.ac.be/TOR/>

Sommaire

1	Introduction	3
2	Risques et dangers	4
2.1	Par quoi se sent-on menacé ?	5
2.2	Profils des menaces	7
2.3	Qui se sent menacé ?	8
3	Menaces sur les perspectives d'avenir	17
3.1	Égaler ou dépasser la qualité de vie des parents	17
3.2	La menace sur la vie idéale	19
4	Le bonheur menacé ?	23
5	Auxiliaires	25
5.1	De qui attend-on de l'aide ?	26
5.2	Plusieurs auxiliaires	29
6	Les auxiliaires aident-ils réellement ?	41
6.1	Les auxiliaires aident-ils à construire un meilleur avenir que les parents ?	42
6.2	Les auxiliaires aident-ils à construire l'avenir idéal ?	43
7	Synthèse et conclusion	45
8	Bibliographie	53

1 Introduction

À l'automne 2013, le groupe d'études TOR de la Vrije Universiteit Brussel a mené, en collaboration avec ResearchAnalysisVision, une enquête par sondage en collaboration avec la Fondation P&V, enquête à laquelle un échantillon représentatif de 6 000 jeunes adultes résidant en Belgique et âgés entre 25 et 35 ans ont été invités à participer. Ces jeunes adultes ont été interrogés sur leurs attentes et leurs rêves d'avenir, tant personnels que de société. Ils avaient ainsi l'occasion de s'exprimer sur leur avenir en termes de famille, de carrière, de loisirs, etc. Le versant sociétal privilégiait des thèmes tels que l'environnement, le marché du travail, la société multiculturelle et la politique.

L'échantillon a été prélevé dans le Registre national, une base de données officielle de la population. Nous avons utilisé un échantillon aléatoire stratifié disproportionné par région. Cela signifie que les personnes ont été désignées au hasard, mais que la proportion des personnes interrogées par région a été fixée au préalable, afin d'assurer une représentation des plus petites strates (dans ce cas-ci, la Région de Bruxelles-Capitale) suffisante à l'analyse. Finalement, un total de 1 555 Bruxellois, 2 555 Flamands et 1 890 Wallons ont été invités à participer à l'enquête.

Notamment en raison de la grande quantité d'enquêtes réalisées en Belgique, les taux de réponse sont sous pression. Pour obtenir un taux maximal de réponse, les répondants ont été contactés à plusieurs reprises, et ce jusqu'à cinq fois. À la clôture du travail sur le terrain, nous avons réceptionné un total de 1 964 questionnaires. Le calcul du taux de réponse net a été réalisé selon les directives de l'American Association for Public Opinion Research (AAPOR, 2011: 45) et s'élève à 37%. La recherche comparative qui s'appuie sur le taux de réponse de 147 études publiées recommande un taux minimum de 40%. Dans la présente étude, le résultat est tiré vers le bas en raison du taux de réponse particulièrement faible dans la Région bruxelloise, 29%, tandis que celui-ci s'élève à 41% en Flandre. Compte tenu de ce faible résultat à Bruxelles, il a été décidé de répartir les résultats en fonction de la langue plutôt que par région. Les Bruxellois ont dès lors été répartis parmi les répondants francophones et les répondants néerlandophones.

La représentativité de l'échantillon est, outre la non-réponse, une problématique centrale de la réalisation d'une enquête. En vue de son optimisation, l'échantillon a été pondéré en fonction des caractéristiques connues de la population. Pour ce faire, nous avons utilisé des données, issues de l'Enquête sur les forces de travail, sur la distribution des caractéristiques « région », « âge », « sexe » et « niveau d'études » dans la population étudiée.

Pour plus de détails sur les aspects techniques de cette enquête, on pourra se référer au « Bref rapport technique » (Elchardus & te Braak, 2014).

2 Risques et dangers

La question suivante a été posée aux participants à l'enquête : « *Il existe beaucoup de risques et de dangers dans la vie. Selon vous, quel est le degré de probabilité des situations suivantes d'ici dix ans ?* » Il leur était alors demandé d'évaluer la probabilité d'une série de risques concrets. Le présent rapport traite de ces risques et menaces. Il vise à répondre à la question de savoir ce qui inquiète les jeunes adultes d'aujourd'hui et sur quel soutien ils comptent pour faire face à ces risques. Nous étudions également la question de savoir si le fait de se sentir menacé nuit au bonheur. Enfin, nous examinons si les jeunes d'aujourd'hui voient encore, en nos hommes politiques et notre gouvernement, des sources d'aide et de soutien, aptes à écarter les risques, à supprimer les menaces et à les aider à réaliser leurs idéaux de vie.

Au préalable, une remarque importante doit être formulée (voir également le rapport 2 de cette série). Un nombre impressionnant de recherches a déjà constaté que les perspectives d'avenir varient fortement selon le point de vue – personnel ou sociétal¹ – adopté (pour un premier exemple de ce constat, voir Lessing, 1971, puis Goertzel & Rosenberg, 1982 ; Dua & Smyth, 1993 ; Zaleski et al., 1994 ; Eckersley, 1999 ; Arnett, 2000 ; Peetsma, 2000 ; Wengler & Rosén, 2000 ; Reynolds et al., 2006 ; Elchardus & Smits, 2007 ; McElwee & Brittain, 2009). On peut à juste titre parler d'optimisme personnel et de pessimisme sociétal : de nombreuses personnes sont optimistes quant à leur propre avenir, mais pessimistes quant à la situation de la société. Cette différence résulte notamment de deux facteurs. Le premier est une attitude volontariste et activiste propre aux cultures modernes. Ce facteur se vérifie principalement, voire exclusivement, au niveau personnel, car c'est là que les personnes pensent pouvoir faire la différence, maîtriser les événements qui les concernent, tandis qu'elles se sentent impuissantes à l'égard de tout ce qui touche la société, le monde ou l'écosystème (Wengler & Rosén, 2000 ; Zaleski et al., 1994 ; Maschke & Stecher, 2009). La conception de l'avenir comme réalité plus ou moins maîtrisable entraîne déjà une grande différence entre les perspectives d'avenir personnelles et les perspectives d'avenir sociétales. Étant donné que de nombreuses personnes ont le sentiment de n'avoir que peu, voire aucune influence sur l'avenir sociétal, ce dernier apparaît dans une large mesure comme le prolongement de la situation actuelle, comme l'issue d'une tendance sur laquelle l'individu n'a aucune prise. Le deuxième facteur à l'origine de la différence entre les jugements portés sur les perspectives d'avenir personnelles et les perspectives d'avenir sociales réside dans la manière dont les gens évaluent leur propre vie et la situation de la société. Lorsqu'il s'agit de juger sa propre vie, chacun regarde son environnement

¹ La présente enquête portait parfois sur l'avenir de la société, parfois sur celui du monde et de l'écosystème. Nous utilisons ici toujours la notion globale d'« avenir sociétal ».

immédiat : sa vie, sa famille, son travail, son quartier, ses loisirs et vacances, etc. Lorsqu'il s'agit d'évaluer la situation de la société, on souhaite d'abord s'informer à ce propos et on se tourne pour ce faire principalement vers les médias (Elchardus, 2011 ; Elchardus & De Keere, 2013). La raison de l'écart assez important entre le jugement porté sur la vie personnelle et le jugement porté sur la société réside donc notamment dans le fait qu'il n'est pas rare que les médias, et en particulier les plus populaires, dépeignent une image maussade de l'état et de l'avenir de la société.

Par conséquent, à défaut d'établir une distinction claire entre les attentes personnelles et sociétales, l'évaluation des perspectives d'avenir risque d'être fortement faussée. Ainsi, une question telle que « Quels événements à risque sont à craindre ? » manquera de clarté si on ne spécifie pas la dimension personnelle ou sociétale des événements à risque (pour un exemple concret, voir Jacobs et al., 2003 : 227). Le présent rapport traite des menaces sur la vie personnelle, raison pour laquelle tous les risques ont été personnalisés (voir tableau 1), par exemple : « Quel est le risque que *vous* perdiez *votre* travail ? » et non : « Quel est le risque que le chômage augmente ? », ou encore : « Quel est le risque que *vos* voisins soient désagréables ? » et non « Quel est le risque que la qualité du voisinage se détériore ? ».

2.1 Par quoi se sent-on menacé ?

Ce paragraphe décrit les risques par lesquels les jeunes adultes belges se sentent menacés. Les menaces en question figurent dans le tableau 1. La question a été préparée au cours d'une pré-enquête. Les 16 risques les plus fréquemment cités au cours de cette pré-enquête ont été soumis aux jeunes adultes sondés.

Plusieurs auteurs suggèrent que la population actuelle est en proie à d'intenses sentiments de menace. L'œuvre de Beck (1986 ; 2007) portant sur la société du risque a été largement reprise en sociologie. Divers sociologues abordent désormais la société comme un ensemble de risques auxquels les gens sont confrontés de manière individuelle. Ainsi, on crée souvent l'impression que tout le monde se sent menacé de tous côtés.

Toutefois, en ce qui concerne les jeunes adultes belges, force est de constater que la proportion de jeunes qui estiment différents risques probables, reste acceptable. Il apparaît en effet que pour 12 des 16 risques énoncés, la proportion des jeunes qui estiment leur probabilité d'occurrence comme étant très faible ou faible, dépasse celle des jeunes qui jugent cette probabilité grande ou très grande. Ce résultat indique que de larges groupes de jeunes ne se sentent pas menacés par les risques énumérés. Ce constat se voit confirmé par le fait que pour 9 des 16 risques mentionnés, la proportion des jeunes adultes qui estiment leur probabilité de survenance grande ou très grande,

reste inférieure à 20 %. En règle générale, on peut dire que de nombreux jeunes adultes belges ne sentent pas vraiment leur qualité de vie personnelle menacée. Moins de 20 % des sondés jugent important ou très important le risque de perdre leur travail, de ne plus pouvoir apurer leurs dettes, de tomber sous le seuil de pauvreté, de se retrouver seuls et isolés, de voir leur mariage échouer ou que leurs enfants échouent à l'école. Autrement dit, ces risques sont considérés comme improbables par quatre-vingts pour cent ou plus des jeunes adultes interrogés. Il est évidemment possible d'aborder ce résultat de deux manières. Ces risques révèlent un grand, voire un criant manque d'assurance d'une part non négligeable de la population : près de 20 % jugent probable de perdre leur travail, 14 % jugent important le risque de ne plus être capables de payer leurs dettes et 12 % estiment courir un grand ou très grand risque de tomber dans la pauvreté. 10 à 20 % des jeunes adultes éprouvent donc un sentiment d'insécurité d'existence particulièrement marqué. Nous reviendrons ci-après sur la question de savoir à quels groupes de personnes ces résultats s'appliquent.

Tableau 1 : Les menaces qui pèsent sur le confort de vie personnel (en %) selon les jeunes adultes belges

Quel est selon vous le risque que...	N	(Très) faible	Entre les deux	(Très) grand	(Très) grand/ (très) faible
... vous deviez travailler de plus en plus dur	1892	12,1	33,7	54,2	4,50
... vous deviez économiser pour votre ménage dans les années à venir	1888	22,4	35,2	42,4	1,89
... vous deviez revoir votre train de vie dans les années à venir	1889	27,0	41,5	31,5	1,17
... vos enfants aient de mauvaises fréquentations	1331	24,3	50,2	25,5	1,05
... vous ne puissiez plus vous permettre de partir en vacances	1892	36,1	33,5	30,3	0,84
... trop d'étrangers s'installent dans votre quartier	1890	37,3	33,6	29,1	0,78
... votre situation financière se détériore dans les années à venir par rapport à aujourd'hui	1888	36,2	41,2	22,6	0,63
... vos voisins soient désagréables	1895	31,9	49,1	19,0	0,60
... votre état de santé se détériore	1894	36,9	44,9	18,2	0,49
... l'environnement dans lequel vous vivez se détériore	1886	45,7	33,4	20,9	0,46
... vous perdiez votre travail	1698	44,9	35,3	19,8	0,44
... vous ne puissiez plus apurer vos dettes	1886	56,3	29,6	14,1	0,25
... votre relation/mariage échoue	1591	55,8	31,7	12,5	0,22
... vos enfants travaillent mal à l'école	1320	40,3	51,0	8,8	0,22
... vous tombiez sous le seuil de pauvreté	1885	62,5	25,2	12,2	0,20
... vous ne puissiez plus parler de vos problèmes à vos proches	1891	64,2	24,5	11,3	0,18

Note : Les pourcentages concernent les pourcentages valides. Cela signifie que, pour les variables portant sur les enfants, les relations et le travail, les pourcentages ont été calculés sans tenir compte des personnes qui, au moment du sondage, n'avaient pas d'enfants, pas de relation et/ou pas de travail.

Outre les risques qui auraient un impact très négatif sur la qualité de vie (chômage, faillite, pauvreté, isolement), il existe un certain nombre de risques moins bouleversants, dont la probabilité d'occurrence est jugée plus grande par une plus large proportion des jeunes adultes. Nombre de ces risques sont de nature socio-économique. Près de 55 % des jeunes adultes interrogés estiment qu'il existe un (très) grand risque qu'ils devront

travailler de plus en plus dur ; plus de 42 % s'attendent à devoir faire des économies pour leur ménage dans les années à venir ; 32 % pensent qu'ils devront revoir leur train de vie ; 30 % craignent de ne plus pouvoir se permettre de partir en vacances, et 23 % s'attendent à voir leur situation financière se détériorer. Manifestement, une assez grande part des jeunes adultes voient leur prospérité gravement menacée et craignent de devoir travailler plus dur à l'avenir.

Parallèlement aux risques socio-économiques, deux autres menaces émergent. L'une d'entre elles concerne l'environnement immédiat. 21 % craignent que celui-ci se détériore et 29 % redoutent que trop d'étrangers s'installent dans leur quartier. Le déclin du cadre de vie peut être ressenti de diverses manières : insécurité, détérioration, désintégration sociale, baisse des prix immobiliers ou dépréciation des maisons,... Dans le cadre de l'enquête, seules deux questions ont été posées à propos du cadre d'habitation. Il est probable que les personnes qui y ont répondu par l'affirmative identifient d'autres problèmes spécifiques à leur cadre de vie.

Un peu plus d'un quart des jeunes adultes avec enfants craignent que leurs enfants aient de mauvaises fréquentations. La crainte de l'échec scolaire des enfants est également exprimée, bien que par seulement 9 % des répondants avec enfants. Certains auteurs parlent d'une sacralisation de l'enfant (Zelizer, 1985), une attitude qui s'exprime notamment par une grande inquiétude pour les enfants et des tentatives acharnées de les préserver autant que possible des malheurs de la vie (Roche, 1999). Cette préoccupation se traduit par une crainte pour les fréquentations des enfants, qui figure parmi le top cinq des risques les plus appréhendés.

2.2 Profils des menaces

Afin de déterminer si des profils se dessinent parmi les menaces perçues, nous avons mené une analyse en composantes principales (dont nous n'avons pas repris les résultats sous forme de tableau). Cette analyse a révélé une composante clé, qui rassemble les risques socio-économiques. Parallèlement, nous avons identifié deux autres dimensions de risques : les menaces liées aux enfants et celles liées au voisinage. Étant donné que la principale menace ressentie reste celle d'ordre socio-économique et que cette menace permet d'élaborer une très bonne échelle, nous nous concentrerons sur ce point dans ce rapport (voir tableau 2). La proposition la plus indicative de cette menace socio-économique est la crainte de ne plus pouvoir se permettre de partir en vacances, qui est partagée par 30 % des jeunes adultes. Il est probable que, pour de nombreuses personnes, l'insécurité socio-économique se traduise quasi automatiquement par des décisions (parfois douloureuses) concernant les vacances et l'argent qui peut y être consacré.

Tableau 2 : Analyse factorielle des risques socio-économiques (N=1.846)

	Saturations factorielles
Que vous ne puissiez plus vous permettre de partir en vacances	,852
Que vous deviez économiser pour votre ménage dans les années à venir	,791
Que vous deviez revoir votre train de vie dans les années à venir	,789
Que vous tombiez sous le seuil de pauvreté	,742
Que votre situation financière se détériore dans les années à venir	,720
Que vous ne puissiez plus apurer vos dettes	,714
Que vous deviez travailler de plus en plus dur	,679
Valeur propre	4,432
Alpha de Cronbach	,903

2.3 Qui se sent menacé ?

Dans ce paragraphe, nous chercherons à comprendre qui éprouve un sentiment d'insécurité d'existence et qui pense que les risques socio-économiques précités se concrétiseront ; autrement dit, qui se sent menacé sur le plan socio-économique.

Nous avons contrôlé les variables de contexte suivantes : niveau d'éducation, santé, communauté linguistique, préférence en matière de médias, identité musulmane, situation sur le marché du travail, âge et sexe.

Le niveau d'études est mesuré à l'aide d'une variable de contrôle du diplôme le plus élevé du répondant. Les six catégories initialement retenues sont réduites à trois à l'aune de la Classification Internationale Type de l'Éducation de l'UNESCO (UNESCO, 2008). Nous opérons ainsi une distinction entre un niveau d'instruction faible (CITE 0-2 : pas de diplôme, diplôme de primaire, diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire), moyen (CITE 3-4 : second cycle de l'enseignement secondaire) et supérieur (CITE 5-6 : enseignement supérieur universitaire ou non universitaire).

Afin de vérifier l'influence du facteur santé, nous avons élaboré une échelle mesurant la santé à partir de quelques questions relatives à ce sujet² (voir tableau 3). Un score élevé est synonyme de bonne santé.

Les musulmans sont distingués des autres groupes sur la base d'une auto-description de nature philosophique ou religieuse. À l'aide d'une variable muette (dummy), une distinction a été faite entre les répondants qui s'identifient comme croyant musulman au sens strict ou non-strict, ou qui hésitent mais se considèrent quand même plus ou moins comme musulman, et les autres catégories religieuses. Des jeunes adultes interrogés, 191 personnes ont ainsi déclaré être musulman (10 % de la population étudiée).

² Il s'agit d'une très bonne échelle avec un coefficient alpha de Cronbach = 0,92.

Tableau 3 : Analyse en composantes principales de l'état de santé (N=1.843)

	Poids des composantes
Restrictions des activités pour maladie : Vos contacts sociaux	-,909
Restrictions des activités pour maladie : Votre vie familiale	-,906
Restrictions des activités pour maladie : Vos tâches ménagères	-,899
Restrictions des activités pour maladie : Vos travaux	-,863
Restrictions des activités pour maladie : Vos loisirs	-,858
Quel est votre état de santé en général ?	,631
Valeur propre	4,335
Coefficient alpha de Cronbach	,922

La variable « communauté linguistique » a été construite à partir de la langue du questionnaire renvoyé par le répondant. Les répondants habitant en Flandre recevaient un questionnaire néerlandophone ; les répondants habitant en Wallonie un questionnaire francophone. Quant aux Bruxellois, la version linguistique du questionnaire était déterminée par la langue figurant sur la carte d'identité du répondant. Toute demande d'un questionnaire dans une autre langue a été satisfaite par courrier. La distribution pondérée selon la communauté linguistique est rendue dans le tableau 4.

Tableau 4 : Distribution selon la communauté linguistique dans l'échantillon

	Nombre	In %
Néerlandophone	1101	56,4
Francophone	850	43,6
Total	1951	100

La préférence en matière de médias est déterminée à partir des questions concernant les chaînes télévisées et les journaux. Il a été choisi d'effectuer les analyses par groupe linguistique, en raison de la grande différence entre les paysages médiatiques des deux régions du pays. Parmi les néerlandophones, deux composantes se sont dégagées dans les préférences médiatiques (voir tableau 5). Parmi les francophones, une composante était plus de deux fois plus importante que les autres, d'où la décision de ne conserver qu'une seule composante pour les francophones (voir tableau 6).

Tableau 5 : Analyse en composantes principales des préférences médiatiques des néerlandophones sondés

Variables	Élitiste	Populaire
De Standaard (1-5)	,819	-,168
Canvas (1-5)	,807	,061
De Morgen (1-5)	,795	-,100
Eén (1-5)	,681	,268
VIER (1-5)	,079	,780
2BE (1-5)	-,142	,727
VTM (1-5)	-,303	,687
Het Laatste Nieuws / De Nieuwe Gazet (1-5)	,120	,650
Het Nieuwsblad / De Gentenaar (1-5)	,390	,587
Valeur propre	2,702	2,491
Alpha de Cronbach	,800	,715
Corrélation de composante		,027

Note : Les saturations factorielles sont obtenues après rotation oblique.

Deux composantes se dégagent dans les préférences en matière de médias des néerlandophones. La première préfère les médias plus élitistes, tandis que la deuxième opte pour les médias plus populaires. Les deux échelles présentent une bonne cohérence interne (Alpha de Cronbach = ,80 et ,72). Un score élevé indique une préférence médiatique plus élitiste ou une préférence médiatique plus populaire. Aucune opposition n'existe entre les deux préférences, elles sont pratiquement indépendantes l'une de l'autre ($r=,03$). Cela signifie que l'on peut rejeter ou apprécier simultanément les médias élitistes et populaires. Un tel modèle correspond à ce que les chercheurs en participation culturelle ont appelé l'omnivorisisme : le fait que de nombreuses personnes combinent aujourd'hui des pratiques culturelles auparavant distinguées sous les termes de culture « savante » et « populaire ». Si ces deux dimensions – préférence médiatique élitiste et préférence médiatique populaire – peuvent être considérées comme indépendantes, cela n'implique aucunement que tout le monde les apprécie à la même valeur. Il peut y avoir de grandes différences dans l'appréciation et l'utilisation individuelles des médias élitistes et populaires. L'indépendance des deux dimensions signifie simplement qu'au sein de la population interrogée, on n'observe aucune relation significative entre la manière d'apprécier les médias élitistes et populaires. Soulignons toutefois que dans la perception des néerlandophones, le paysage médiatique est multidimensionnel : ils perçoivent certains médias comme étant d'un type différent des autres. Ce qui est frappant, c'est que cette perception ne se retrouve pas dans la partie francophone du pays (tableau 6), où les préférences en matière de médias ne se résument qu'en une seule dimension. Cette échelle présente également une bonne cohérence interne (Alpha de Cronbach = ,82). Ladite dimension donne donc une indication de l'appréciation ou non des médias de masse. Les variables concernant les médias mesurent donc deux réalités très différentes dans les deux régions linguistiques : une préférence pour les *mass media* élitistes et populaires chez les néerlandophones, et une préférence pour les *mass media* chez les

francophones. L'explication de cette différence se situe peut-être chez les médias eux-mêmes. Sans doute la distinction entre médias élitistes et populaires est-elle plus marquée parmi les médias néerlandophones que francophones³.

Tableau 6 : Analyse en composantes principales des préférences médiatiques des francophones sondés

	Saturations factorielles
L'Avenir (1-5)	,731
La Deux (1-5)	,723
La Une (1-5)	,709
La Libre Belgique (1-5)	,685
Le Soir (1-5)	,663
TF1 (1-5)	,629
RTL-TVI (1-5)	,619
La Dernière Heure / Les Sports (1-5)	,616
Valeur propre	3,628
Alpha de Cronbach	,823

La situation sur le marché du travail a été définie à partir d'une combinaison de plusieurs variables, utilisées dans un précédent rapport de cette série. Nous distinguons différents statuts sur le marché de l'emploi et répartissons les travailleurs selon la précarité ou non de leur position. Cette position est déterminée à partir des déclarations individuelles concernant l'angoisse de perdre son emploi ou de ne pas trouver rapidement un nouveau travail. La répartition est représentée dans le tableau 7.

Tableau 7 : Répartition de la situation sur le marché du travail

	Nombre	Pourcentage	Pourcentage valide
Chômeur(se)	185	9,5	10,8
Invalide, incapacité de travail, maladie	55	2,8	3,2
Inactivité volontaire (étudiant(e), homme/femme au foyer)	92	4,7	5,3
Travailleur avec sécurité d'emploi précaire	374	19,1	21,7
Travailleur avec bonne sécurité d'emploi	1019	52,2	59,1
Total	1440	88,4	100
Missing	227	11,6	
Total valide	1951	100,0	

L'âge des répondants est calculé sur la base de leur année de naissance. Leur sexe est obtenu sur la base des déclarations individuelles.

Les variables décrites ci-dessus ont été intégrées dans une analyse de régression linéaire. Celle-ci permet de déterminer dans quelle mesure les différents groupes redoutent les risques socio-économiques (voir tableau 8). La crainte des risques socio-

³ Étant donné que les variables sont déterminées par groupe linguistique, les néerlandophones ont par définition une donnée manquante au niveau de la composante médiatique francophone, et les francophones ont des données manquantes au niveau des deux composantes néerlandophones. Dans les analyses, les scores manquants ont été fixés à 0, la moyenne des scores factoriels.

économiques s'explique par ailleurs assez clairement à partir de ces différents critères ($R^2=27\%$).

Tableau 8: Analyse de régression linéaire de la croyance en la probabilité des risques socio-économiques (N=1.259)

	β	Sig.
(Constant)		*
Niveau d'études (réf. : moyen)		
°Faible	,026	n.s.
°Élevé	-,158	***
Santé	-,162	***
Préférence médiatique élitiste des néerlandophones	-,141	***
Préférence médiatique populaire des néerlandophones	,016	n.s.
Préférence médiatique des francophones	,034	n.s.
°Musulman (réf. : autres groupes de conviction)	-,034	n.s.
Situation sur le marché du travail (réf. : travailleur avec bonne sécurité d'emploi)		
°Chômeur(se)	,179	***
°Invalide, incapacité de travail	-,013	n.s.
°Sans travail (étudiant(e), homme/femme au foyer)	,050	n.s.
°Travailleur avec sécurité d'emploi précaire	,217	***
°Homme (réf. : femme)	-,097	***
Âge	,040	n.s.
°francophone (réf. : néerlandophone)	,186	***
R ² ajusté	,268	

* $p < .05$; ** $p < .01$; *** $p < .001$; n.s.= non significatif

Puisqu'on observe une hausse de la crainte et de la conscience des risques dans une société qui, abordée sans a priori, offre probablement plus de sécurité et de contrôle des risques que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, certains auteurs se laissent aller à la thèse que, paradoxalement, les gens perçoivent davantage d'insécurité et de risques à mesure qu'ils bénéficient d'une sécurité plus importante (Evers & Nowotny, 1987: 6; Furedi, 1997). De telles propositions paradoxales sont certes amusantes, mais reposent-elles sur un fond de vérité ? Cela n'a pas été analysé : les auteurs en question se sont contentés de transposer un contexte sociétal (des sociétés qui offrent beaucoup de sécurité connaissent malgré tout des populations qui se sentent menacées) à un niveau individuel (les individus bénéficiant de plus de sécurité ressentent plus d'insécurité). Il est toujours dangereux, et généralement erroné, de procéder ainsi. Les données actuelles permettent de vérifier cette question : la perception des menaces socio-économiques est-elle plus grande à mesure que l'on bénéficie de plus de sécurité ? La réponse est non, bien au contraire : les personnes qui ont un travail mais craignent de perdre leur emploi ressentent davantage de menaces socio-économiques que les autres ($\beta = ,22$). Il s'agit ici de personnes titulaires d'un contrat à durée indéterminée mais qui ont peur de perdre leur emploi, ou de personnes titulaires d'un contrat à durée déterminée qui ne sont pas sûres de retrouver facilement un travail au terme de leur contrat. Cet effet est tout à fait logique, puisque ces personnes craignent pour leur travail. Nous constatons par ailleurs que les chômeurs perçoivent également davantage de menaces socio-économiques ($\beta = ,18$). L'intérêt de ces conclusions réside dans le

constat que la menace sur la sécurité de l'emploi entraîne une généralisation de la menace socio-économique : nous devons travailler plus pour gagner moins et notre prospérité est menacée. Ceci confirme une fois de plus que la sécurité de l'emploi est une forme essentielle de sécurité et conditionne la confiance dans l'avenir.

Parallèlement, on observe un certain nombre de facteurs qui font baisser la menace socio-économique, parmi lesquels un haut niveau d'études ($\beta = -,16$) et une bonne santé ($\beta = -,16$). Il s'agit plus précisément des bienfaits apportés par une éducation de niveau supérieur. On ne constate aucune différence entre une formation de faible niveau (équivalent à l'enseignement secondaire inférieur) et de niveau moyen (équivalent à l'enseignement secondaire supérieur). Tant le niveau d'éducation que le bon état de santé sont des facteurs qui permettent de mieux équiper les individus. Il est évident que les personnes en bonne santé et hautement qualifiées voient notre société comme une économie de la connaissance et une méritocratie dans laquelle leurs chances de réussite sont plus grandes et où elles courent donc moins de risques socio-économiques. Par contre, les personnes plus faiblement qualifiées et/ou en mauvaise santé estiment qu'elles y courent beaucoup de risques. Ce constat souligne une fois de plus (voir aussi les rapports 2 et 3 de cette série) que notre société est vécue comme une société de la performance, dans laquelle il est nécessaire de jouir d'une bonne santé afin d'éviter les risques socio-économiques majeurs et afin d'avoir une bonne chance de dépasser le niveau de vie de ses parents et de réaliser ses idéaux en termes de carrière et de mode de vie.

On observe également un effet des préférences médiatiques, non pas parmi les francophones mais parmi les néerlandophones. Le fait d'apprécier ou non les médias de masse en tant que francophone n'a aucune influence sur la mesure dans laquelle on se sent menacé sur le plan socio-économique. En revanche, cette influence est bien réelle parmi les néerlandophones. Plus on opte pour des médias élitistes, plus le sentiment de menace socio-économique sera faible ($\beta = -,14$). Cet effet ne s'explique pas par le niveau d'études plus élevé, la sécurité d'emploi plus importante, le taux de chômage plus faible ou le meilleur état de santé des personnes préférant les médias plus élitistes. Si tout ce qui précède est certes vrai, ces variables sont incluses dans l'analyse et ne permettent donc pas d'y attribuer l'influence médiatique observée. Celle-ci est probablement liée au fait que les médias plus élitistes transmettent une image moins sensationnelle et menaçante du monde⁴. La perception des risques qui menacent la vie personnelle semble donc quand même partiellement influencée par le regard des médias sur la société.

⁴ L'influence des médias sur la mesure dans laquelle on se sent menacé sur le plan socio-économique n'est pas directe. Les médias n'ont que peu, voire aucune influence directe sur la manière dont les gens évaluent leur situation personnelle. Pour se faire, il leur suffit d'observer directement

On constate également une forte influence de la communauté linguistique ($\beta=,19$). Le sentiment d'une menace socio-économique est nettement plus marqué parmi les francophones que les néerlandophones. Il importe une nouvelle fois de garder à l'esprit que les variables concernant le travail, la sécurité d'emploi, le niveau d'études et la santé sont contrôlées dans le modèle. La différence constatée ne peut donc pas être directement expliquée par un taux de chômage plus important ou par un nombre plus élevé de personnes en insécurité d'emploi dans la population francophone. Le constat qui nous occupe signifie que même un francophone hautement qualifié et jouissant d'une bonne sécurité d'emploi ressent davantage de risques socio-économiques que son collègue néerlandophone. Dans le tableau 9, nous analysons uniquement les jeunes adultes hautement qualifiés, qui bénéficient d'une grande sécurité d'emploi. Pour certains risques, aucune différence n'est constatée. Ainsi, rares sont ceux qui craignent de tomber sous le seuil de pauvreté (1 %) ou de ne plus pouvoir apurer leurs dettes (2 %), et cette proportion ne varie pas de façon notable entre les deux communautés linguistiques. Il en va de même pour la prévision qu'il faudra travailler plus dur à l'avenir : environ 40 % des jeunes adultes est de cet avis, une nouvelle fois sans grand écart entre les deux groupes linguistiques. Pour l'un des risques – la probabilité de voir sa situation financière se dégrader dans les années à venir –, la proportion qui se sent menacée est plus importante parmi les néerlandophones (12 %) que parmi les francophones (8 %). Pour les trois autres risques, le sentiment de menace est toujours plus présent parmi les jeunes adultes francophones hautement qualifiés avec une grande sécurité d'emploi, que parmi leurs pendants néerlandophones. La crainte de devoir économiser pour son ménage amplifie cet écart : 18 % des néerlandophones le craignent, contre pas moins de 48 % des francophones. Il s'agit là d'une différence particulièrement grande, et même d'une aberrance en comparaison avec les autres écarts. Il n'est pas exclu que la traduction ait modifié la connotation de la proposition. L'avantage de travailler avec des échelles réside dans la possibilité d'atténuer de telles différences de connotations spécifiques.

leur situation. Les médias ont par contre une grande influence sur la manière dont les gens évaluent la situation de la société, et le fait de porter un regard négatif sur l'évolution de la société entraîne une crainte pour son propre avenir. C'est ainsi que s'exerce l'influence des médias sur la vision d'avenir personnelle de la population.

Tableau 9 : Les menaces liées à la situation socio-économique (en %) chez les jeunes adultes belges hautement qualifiés et jouissant d'une bonne sécurité d'emploi selon la communauté linguistique (N=535)

		(Très) faible	Entre les deux	(Très) grande	Total
... votre situation financière se détériore dans les années à venir par rapport à aujourd'hui	,00 néerlandophone	53,5 %	34,7 %	11,8 %	100,0 %
	1,00 francophone	50,0 %	42,2 %	7,8 %	100,0 %
	Total	52,4 %	37,0 %	10,6 %	100,0 %
... vous ne puissiez plus apurer vos dettes	,00 néerlandophone	80,6 %	17,7 %	1,6 %	100,0 %
	1,00 francophone	72,9 %	24,7 %	2,4 %	100,0 %
	Total	78,3 %	19,9 %	1,9 %	100,0 %
... vous deviez revoir votre train de vie dans les années à venir	,00 néerlandophone	48,1 %	35,8 %	16,1 %	100,0 %
	1,00 francophone	29,3 %	48,8 %	22,0 %	100,0 %
	Total	42,4 %	39,7 %	17,9 %	100,0 %
... vous deviez économiser pour votre ménage dans les années à venir	,00 néerlandophone	47,0 %	35,2 %	17,7 %	100,0 %
	1,00 francophone	13,3 %	39,8 %	47,0 %	100,0 %
	Total	36,6 %	36,6 %	26,8 %	100,0 %
... vous ne puissiez plus vous permettre de partir en vacances	,00 néerlandophone	62,8 %	26,4 %	10,8 %	100,0 %
	1,00 francophone	45,8 %	39,8 %	14,5 %	100,0 %
	Total	57,5 %	30,5 %	11,9 %	100,0 %
... vous deviez travailler de plus en plus dur	,00 néerlandophone	18,8 %	40,1 %	41,1 %	100,0 %
	1,00 francophone	15,7 %	44,6 %	39,8 %	100,0 %
	Total	17,8 %	41,4 %	40,7 %	100,0 %
... vous tombiez sous le seuil de pauvreté	,00 néerlandophone	89,5 %	9,2 %	1,4 %	100,0 %
	1,00 francophone	86,1 %	12,7 %	1,2 %	100,0 %
	Total	88,4 %	10,3 %	1,3 %	100,0 %

Il ressort de ce tableau que la situation socio-économique moins favorable dans la partie francophone du pays exacerbe le sentiment qu'il faudra faire des concessions sur son niveau de vie. Le sentiment d'une menace socio-économique ne se nourrit pas seulement des propres expériences, mais aussi de ce que l'on peut observer autour de soi. Une telle influence a déjà été décrite dans le passé par Bandura (1997).

On observe en outre un faible impact du sexe. Les femmes se sentent légèrement moins menacées sur le plan socio-économique que les hommes.

Le fait d'être musulman ne semble avoir aucune influence. Les musulmans perçoivent les menaces socio-économiques de la même manière que les non-musulmans. Nous avons distingué les musulmans des autres groupes de conviction parce qu'ils constituent un groupe philosophique nouveau et important au sein de notre société, mais aussi parce qu'ils reflètent la position d'une population née de l'immigration et qui occupe, de ce fait, souvent un statut socio-économique spécifique. Néanmoins, les autres contrôles du modèle ne révèlent aucune différence au niveau de leur sentiment d'insécurité d'existence.

Les différents effets observés sont majoritairement cumulatifs. Cela signifie qu'un francophone faiblement qualifié et en moins bonne santé se sentira d'autant plus menacé sur le plan socio-économique. Afin d'en illustrer les conséquences, nous avons défini des groupes contrastés (tableau 10).

Nous distinguons d'une part :

- les néerlandophones,
- hautement qualifiés,
- qui bénéficient d'une grande sécurité d'emploi
- et qui font partie des 60 % des répondants qui jouissent de la meilleure santé (n=212)

et d'autre part :

- les francophones,
- faiblement ou moyennement qualifiés,
- au chômage ou exerçant un travail avec une sécurité d'emploi précaire
- et qui font partie des 40 % des répondants en moins bonne santé (n=100).

Cela revient à comparer deux groupes qui vivraient sur deux planètes différentes (voir tableau 10). Le premier groupe mène une vie assez insouciant, tandis que le second est accablé de soucis. Pour le premier groupe, celui des insouciant, le risque de ne plus pouvoir payer ses dettes et/ou de tomber dans la pauvreté est pratiquement inexistant. Seuls 0,7 % des personnes de ce groupe jugent ce risque grand ou très grand. Le groupe plus menacé estime, à 36 %, le risque de connaître la pauvreté comme grand ou très grand, chiffre qui est de 43 % pour le risque de faillite.

Dans le premier groupe, 9 % craignent de ne plus pouvoir partir en vacances, 9 % estiment qu'il y a un grand risque de voir leur situation financière se détériorer à l'avenir, 13 % pensent devoir revoir leur train de vie futur et 15 % s'attendent à devoir faire des économies pour leur ménage. Au sein du deuxième groupe, ces mêmes pourcentages passent respectivement à 69 % (vacances), 43 % (détérioration financière), 54 % (régression du train de vie) et 75 % (économies pour le ménage).

38 % des personnes du premier groupe pensent qu'il faudra travailler plus dur à l'avenir, contre 79 % dans le deuxième groupe.

Il apparaît clairement que le sentiment d'insécurité et de menace en Belgique est ressenti de manière particulièrement inégale, et que cette répartition inégale est effectivement l'expression de l'inégalité dans la société. La sécurité d'emploi, le niveau d'études, la santé et la communauté linguistique jouent les rôles principaux. En tenant compte de ces critères, on peut délimiter deux groupes au sein desquels, d'une part, le risque de pauvreté est jugé comme pratiquement inexistant, et d'autre part près de 4 personnes sur 10 estiment que le risque de pauvreté et de faillite est grand, voire très grand. Parmi le groupe qui ne se sent pas menacé – si on peut l'appeler ainsi – 1 à 15 % (en fonction de la forme spécifique) redoutent un déclin financier. Parmi le groupe menacé, les chiffres sont de 43 à 74 %. Dans le premier groupe, pratiquement personne ne s'inquiète de tomber dans la pauvreté, et seuls 9 % estiment probable de ne plus pouvoir se

permettre de partir en vacances ; dans l'autre groupe, 4 personnes sur 10 craignent de connaître la pauvreté, et 7 sur 10 jugent probable de ne plus pouvoir partir en vacances.

Tableau 10: Pourcentage qui juge (très) grands certains risques socio-économiques (N=312)

		(Très) grand
...votre situation financière se détériore dans les années à venir par rapport à aujourd'hui	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	8,6 % 42,9 %
... vous ne puissiez plus apurer vos dettes	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	1,4 % 42,7 %
... vous deviez revoir votre train de vie dans les années à venir	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	13,2 % 53,6 %
... vous deviez économiser pour votre ménage dans les années à venir	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	15,2 % 74,5 %
... vous ne puissiez plus vous permettre de partir en vacances	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	9,0 % 69,4 %
... vous deviez travailler de plus en plus dur	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	38,4 % 78,6 %
... vous tombiez sous le seuil de pauvreté	1,00 néerlandophone, 60 % meilleure santé, hautement qualifié et bonne sécurité d'emploi 2,00 francophone, 40 % moins bonne santé, niveau d'études faible ou moyen, chômage ou sécurité d'emploi précaire	1,9 % 36,4 %

3 Menaces sur les perspectives d'avenir

Afin d'explorer plus en détails le sentiment de menace socio-économique, nous étudions son influence sur les perspectives d'avenir. Dans le cadre des rapports précédents, deux perspectives d'avenir ont déjà été analysées. Le rapport 2 a étudié la mesure dans laquelle les jeunes adultes pensent pouvoir égaler ou surpasser la qualité de vie de leurs parents. Le rapport 3 s'est penché sur la mesure dans laquelle ces jeunes adultes pensent pouvoir réaliser leur idéal de carrière. La section 3.1 se penchera sur la comparaison avec les parents, la section 3.2 sur la mesure dans laquelle les jeunes adultes pensent pouvoir développer le style de vie qu'ils jugent idéal, attentes qui couvrent notamment celles, précédemment traitées, en matière de carrière idéale.

3.1 Égaler ou dépasser la qualité de vie des parents

Le modèle 1 du tableau 11 est une reproduction du modèle final issu du rapport 2, portant sur la comparaison avec les parents⁵. Le modèle 2 intègre la mesure dans

⁵ Le modèle diffère en un seul point du modèle présenté dans le rapport 2 (où une distinction était faite entre les personnes avec un travail, sans travail, et les étudiants). La variable mesurant la

laquelle les jeunes adultes se sentent menacés sur le plan socio-économique. Cet aspect s'avère avoir un effet très important ($\beta = -.41$) sur leur sentiment de pouvoir égaler ou surpasser la qualité de vie de leurs parents. Les personnes qui se sentent menacées sur le plan socio-économique jugent cette possibilité plus faible ; plus le sentiment de menace est fort, plus cette possibilité est jugée faible. La variance expliquée par le modèle double de 12 à 24 %. La mesure dans laquelle les jeunes adultes estiment pouvoir égaler ou dépasser la qualité de vie de leurs parents est en réalité fortement déterminée par la mesure dans laquelle ces jeunes voient leur avenir socio-économique menacé.

La comparaison entre les deux modèles permet également de traiter plus en profondeur certains effets déjà constatés (dans le modèle 1). Ainsi, les effets du chômage, d'un emploi précaire et d'un manque de mobilité des revenus deviennent insignifiants. Autrement dit, ces effets de la position socio-économique sur l'optimisme à l'égard de l'avenir s'expliquent par le fait que les personnes se trouvant dans ces situations éprouvent une plus grande insécurité d'existence ; or ce sentiment les pousse au pessimisme et les empêche de croire qu'ils réussiront à égaler ou à dépasser la qualité de vie de leurs parents. La même explication peut probablement être appliquée à l'impact fortement dégressif de la santé : une partie de l'influence de l'état de santé peut être expliquée par la menace socio-économique. Les personnes qui souffrent de problèmes de santé se sentiront plus vulnérables face aux menaces socio-économiques. Le fait que la santé ait malgré tout un impact sur les perspectives d'avenir découle probablement du fait que les problèmes de santé n'impliquent pas uniquement une plus grande vulnérabilité aux risques socio-économiques, mais affectent également d'autres aspects de la vie, suscitant ainsi une vision moins positive de l'avenir⁶. L'effet de la communauté linguistique disparaît également (devient insignifiant sur le plan statistique), car celui-ci peut également être attribué au haut niveau d'insécurité d'existence au sein de la communauté francophone.

En contrôlant l'insécurité d'existence, l'effet de la position socio-économique de la famille des parents s'affirme. À l'origine, avant de procéder au contrôle de l'insécurité d'existence, cet effet était négatif. Plus le statut socio-économique des parents est élevé, plus les enfants jugent difficile d'atteindre ou de surpasser ce statut. Un tel effet est normal, en particulier après le contrôle du statut socio-économique des enfants. Les jeunes adultes issus d'un milieu aisé atteignent généralement une meilleure position socio-économique, qui leur confère une plus grande confiance en leurs capacités

participation sur le marché de l'emploi a été légèrement adaptée sur la base des constatations du rapport 3, et c'est cette version adaptée qui est ici utilisée.

⁶ L'un des six aspects à partir desquels la propre qualité de vie des répondants est comparée à celle de leurs parents concerne d'ailleurs la santé.

d'atteindre une même qualité de vie que leurs parents. L'effet direct résiduel de la prospérité de la famille parentale reflète la difficulté d'encore dépasser un niveau et une qualité de vie déjà élevés. En contrôlant ensuite pour l'insécurité d'existence (qui diminue à mesure que le statut socio-économique des parents est plus élevé), l'impact direct des caractéristiques de la famille parentale fait davantage ressortir la difficulté de surpasser un niveau de vie déjà élevé. C'est pourquoi cet effet est renforcé (de $\beta = -0,16$ à $-0,26$).

Tableau 11 : Analyse de régression linéaire des perspectives d'avenir vis-à-vis des parents (N=1.349)

	Modèle 1		Modèle 2	
	β	Sig.	β	Sig.
(Constant)		n.s.		n.s.
Contexte socio-économique				
Position socio-économique des parents	-,160	***	-,263	***
Situation sur le marché de l'emploi (réf. : travailleur avec bonne sécurité d'emploi)				
°Chômeur(se)	-,087	**	-,049	n.s.
°Invalide, incapacité de travail, maladie	-,051	n.s.	-,083	**
°Sans travail (étudiant(e), homme/femme au foyer)	-,019	n.s.	-,006	n.s.
°Travailleur avec sécurité d'emploi précaire	-,126	***	-,045	n.s.
Vécu du chômage (réf. : aucune expérience de chômage)				
°Pas plus d'un 1 an	,039	n.s.	,044	n.s.
°1 à 2 ans	-,024	n.s.	-,021	n.s.
°Plus de 2 ans	-,044	n.s.	-,027	n.s.
Mobilité sociale				
Mobilité de l'éducation (réf. : constant)				
°Mobilité descendante	-,003	n.s.	,028	n.s.
°Mobilité ascendante	-,021	n.s.	-,059	*
Mobilité des revenus	,089	**	,039	n.s.
Autres caractéristiques				
Santé	,156	***	,090	***
°Avenir ouvert (réf. : avenir fermé)	,089	***	,060	**
°Musulman (réf. : autres groupes de conviction)	,178	***	,144	***
°francophone (réf. : néerlandophone)	-,105	***	-,026	n.s.
Âge	-,018	n.s.	,005	n.s.
°Homme (réf. : femme)	-,046	n.s.	-,077	**
Menaces				
Menace socio-économique			-,406	***
R ² ajusté	,125		,244	

* $p \leq .05$; ** $p \leq .01$; *** $p \leq .001$; n.s. = non significatif

3.2 La menace sur la vie idéale

À la fin du questionnaire, après que les répondants avaient indiqué comment ils envisageaient leur vie idéale, il leur était demandé s'ils s'attendaient à atteindre cet idéal dans cinq domaines différents (voir tableau 12). L'un des domaines concernait la carrière professionnelle, qui a déjà été abordée de manière détaillée dans le rapport 3.

Tableau 12 : Répartition des attentes (en %) relatives à la réalisation de l'avenir personnel idéal dans différents domaines (N=1.875)

	Non, certainement pas	Non, vraisemblablement pas	Oui, probablement	Oui, certainement
Votre vie de famille	1,1	6,7	59,4	32,8
Votre carrière	2,0	16,5	68,2	13,2
Votre habitation	1,5	13,9	60,1	24,5
Votre cadre de vie	1,2	17,4	60,3	21,1
Vos passe-temps	1,5	18,6	62,7	17,2

Les réponses obtenues ici confirment entièrement les constatations issues du rapport 2 concernant la comparaison avec les parents, et du rapport 3 concernant la réalisation de la carrière idéale. Les jeunes adultes sont particulièrement optimistes : en fonction de l'aspect de la vie considéré, 80 à 92 % s'attendent à réaliser vraisemblablement ou certainement leur idéal. Pas moins de 17 à 33 % répondent qu'ils y parviendront certainement.

L'optimisme le plus marqué se situe au niveau de la vie de famille : 33 % disent être certains de pouvoir atteindre leur idéal à ce propos, et 59 % supplémentaires répondent que c'est probable. L'optimisme le plus faible s'applique au cadre de vie et aux passe-temps, bien que respectivement 81 et 80 % estiment que dans ces domaines également, ils parviendront probablement ou certainement à atteindre leur idéal.

Les jeunes adultes qui se montrent optimistes par rapport à l'un de ces cinq aspects du parcours de vie, expriment généralement un même optimisme à l'égard des quatre autres aspects, ce qui permet d'estimer une seule échelle qui reflète la mesure dans laquelle les jeunes pensent pouvoir construire leur parcours de vie idéal (voir tableau 13).

Tableau 13 : Analyse factorielle de la confiance en ses capacités à réaliser son idéal de vie personnel

	Saturations factorielles
Votre habitation	,841
Votre cadre de vie	,837
Vos passe-temps	,585
Votre vie de famille	,529
Votre carrière	,515
Valeur propre	2,788
Alpha de Cronbach	,800

Afin d'étudier l'impact des risques socio-économiques, nous avons soumis l'échelle factorielle ci-dessus à une analyse de régression linéaire. Lors du développement du modèle, il s'est avéré que ni la mobilité de l'éducation ni le niveau d'études n'avaient un effet sur la mesure dans laquelle les jeunes estiment pouvoir réaliser leur parcours de vie idéal. Il en va de même pour le statut socio-économique des parents. C'est pourquoi ces

effets sont laissés de côté dans les modèles présentés ici (voir modèle 1 du tableau 14). Il ressort de ce modèle que les chômeurs, les personnes en incapacité de travail et les personnes sans travail nourrissent un espoir équivalent aux travailleurs jouissant d'une bonne sécurité d'emploi de pouvoir réaliser leur parcours de vie idéal. Ces attentes sont, de toute évidence, relativement indépendantes de l'origine et du statut socio-économiques. Une explication possible est une adaptation de l'idéal : chacun ajuste son idéal de vie à ce qu'il estime possible d'atteindre. Bandura (1977, 1997) et Maschke & Stecher (2009) concluent ainsi que les perspectives d'avenir sont partiellement alignées sur les expériences du passé.

Tableau 14 : Analyse de régression linéaire de la réalisation du parcours de vie idéal (N=1.544)

	Modèle 1		Modèle 2	
	β	Sig.	β	Sig.
(Constant)		*		**
Contexte socio-économique				
Situation sur le marché du travail (réf. : travailleur avec bonne sécurité d'emploi)				
°Chômeur(se)	-,022	n.s.	,020	n.s.
°Invalide, incapacité de travail, maladie	-,038	n.s.	-,050	n.s.
°Sans travail (étudiant(e), homme/femme au foyer)	-,012	n.s.	-,009	n.s.
°Travailleur avec sécurité d'emploi précaire	-,102	***	-,047	n.s.
Mobilité sociale				
Mobilité des revenus	,121	***	,080	**
Autres caractéristiques				
Santé				
°Avenir ouvert (réf. : avenir fermé)	,107	***	,061	*
°Avenir ouvert (réf. : avenir fermé)	,082	***	,060	*
°francophone (réf. : néerlandophone)	,131	***	,176	***
°Homme (réf. : femme)	-,063	*	-,078	***
Menaces				
Menace socio-économique			-,247	***
R ² ajusté	,067		,112	

*p<=.05; **p<=.01; ***p<=.001; n.s.= non significatif

Il existe bien un certain nombre de facteurs socio-économiques qui influencent le sentiment de pouvoir construire son parcours de vie idéal. Les travailleurs à statut précaire ou les personnes qui sont incertaines quant à la conservation de leur emploi, sont moins optimistes. Les personnes qui sont parvenues à améliorer leur situation financière par rapport à celle de leurs parents, le sont davantage. On constate en outre que les personnes en bonne santé sont également plus optimistes, un fait qui avait déjà été mis en avant dans les rapports précédents. Nous vivons manifestement dans une société de la performance, où il est nécessaire d'être en bonne santé pour pouvoir égaler ou dépasser la qualité de vie de ses parents, ou pour parvenir à réaliser ses propres idéaux de vie. Les personnes qui ont une vision ouverte de l'avenir, qui pensent que tout est encore possible dans leur vie ou qu'elles peuvent, si elles le souhaitent, faire prendre un autre cours à leur vie, sont également plus optimistes. Il est probable que ces personnes, même si leur situation actuelle n'est pas optimale, appuient leur foi en

l'avenir sur l'idée que leur vie est malléable, qu'ils peuvent encore décider de son cours. Les hommes sont légèrement moins optimistes que les femmes.

Il est frappant de constater que, sur ce point, les francophones sont beaucoup plus optimistes que les néerlandophones. Nous n'avons pas d'explication immédiate à apporter à ce résultat. Peut-être ont-ils davantage que les néerlandophones adapté leurs ambitions à ce qui leur paraît réalisable.

Le modèle 2 du tableau 13 intègre la mesure dans laquelle les jeunes adultes se sentent menacés sur le plan socio-économique. Comme on pouvait s'y attendre, les personnes qui perçoivent de nombreux risques et menaces sont moins convaincues de leurs capacités à réaliser leur parcours de vie idéal ($\beta = -,25$). En tenant compte de l'ampleur de la menace socio-économique, l'impact d'un travail précaire disparaît. Un tel statut porte en effet un coup à l'optimisme quant à la réalisation du parcours de vie idéal, car il inspire un sentiment de menace par toutes sortes de risques socio-économiques. Pour cette même raison, les effets de l'absence de mobilité des revenus, d'une mauvaise santé et d'un défaut d'ouverture de l'avenir sont atténués. Ces circonstances se traduisent également en un sentiment de menace sur le plan socio-économique, qui à son tour fait craindre de ne pas parvenir à atteindre son idéal de vie.

L'intégration du sentiment de menace socio-économique accentue la différence entre les communautés linguistiques (l'effet passe de $\beta = 0,13$ à $0,18$). Ceci est dû au fait que ce sentiment de menace est plus marqué dans la partie francophone du pays. En contrôlant cette variable, il apparaît encore plus clairement que les francophones, malgré le contexte socio-économique, restent beaucoup plus optimistes quant à leurs capacités de réaliser leur parcours de vie idéal. Étant donné qu'ils se montrent par contre plus pessimistes quant à leurs capacités à atteindre la même qualité de vie que leurs parents, on peut supposer que leurs idéaux de vie sont moins ambitieux et donc plus faciles à atteindre.

La crainte de courir des risques socio-économiques a une grande influence sur deux perspectives d'avenir importantes, à savoir la mesure dans laquelle on s'attend à pouvoir égaler ou surpasser la qualité de vie de ses parents, et la mesure dans laquelle on estime pouvoir construire son parcours de vie idéal. Ce constat fait ressortir l'importance de cette menace ou de cette estimation des risques. Dans la section suivante, nous vérifierons son impact sur le sentiment de bonheur ou sur la satisfaction à l'égard de la vie que l'on mène.

4 Le bonheur menacé ?

Nous ne savons pas quand se réaliseront les risques appréhendés, qui nuisent au bonheur humain. Une question fascinante est celle de savoir si l'appréhension de ces risques, si le sentiment d'insécurité de l'existence est déjà un facteur d'altération de ce bonheur. Afin de vérifier si la perception de menaces porte atteinte au bonheur, il y a lieu de mesurer le niveau de satisfaction à l'égard de la vie ou le sentiment de bonheur. Pour ce faire, nous nous basons sur l'ouvrage « Het grootste geluk » (Elchardus & Smits, 2007). Cet ouvrage utilise une mesure du bonheur très large, dont nous avons établi une synthèse aux fins de cette étude. Cette échelle synthétisée a été vérifiée pour les données sur lesquelles s'appuie « Het grootste geluk ». Pour la tranche d'âge des 25-35 ans, la corrélation entre l'échelle synthétisée et complète est de $r=,98$, ce qui signifie que les deux échelles sont pratiquement identiques.

À partir des variables disponibles dans la présente recherche, nous cherchons à approcher autant que possible le modèle utilisé pour expliquer le bonheur dans « Het grootste geluk ». Dans les précédents rapports de cette série, ce modèle a été complété des perspectives d'avenir des jeunes adultes vis-à-vis des parents, et ce dans divers domaines. Nous procédons de même ici, mais en ajoutant les échelles introduites plus haut dans ce rapport, portant sur l'espoir de réaliser l'avenir idéal et sur les menaces socio-économiques.

Au total, cinq modèles sont estimés. Le premier modèle (voir tableau 15) est le modèle de base, dans lequel nous appliquons la nouvelle spécification de la situation sur le marché du travail. Le rapport sur le travail nous a en effet révélé des différences selon la sécurité d'emploi. Dans le second modèle, nous ajoutons les attentes quant aux possibilités de concrétiser l'avenir idéal (voir tableau 13). Cette échelle n'a pas encore été abordée et sera donc soumise pour la première fois à un contrôle du bonheur. Dans le troisième modèle, la perspective (précédemment introduite) d'un dépassement du niveau de vie des parents est ajoutée au modèle de base. Le quatrième modèle reprend ce même modèle de base, augmenté des menaces socio-économiques perçues. Celles-ci sont également nouvelles dans ce rapport. Dans le cinquième et dernier modèle, le modèle de base est augmenté de deux formes de perspectives d'avenir et de menaces socio-économiques.

Nous n'examinerons pas, ici, le premier modèle, cela ayant déjà été fait ailleurs. Dans le second modèle, où nous ajoutons les attentes quant à la réalisation de l'avenir idéal, la proportion de variance expliquée passe de 34 à 39 %. Cela s'explique par l'effet important du sentiment de pouvoir réaliser l'avenir idéal ($\beta=,20$) : plus on s'attend à pouvoir réaliser un parcours de vie idéal, plus important sera le bonheur.

Tableau 15 : Analyse de régression linéaire selon le niveau de bonheur

	Modèle 1 (N=1.372)		Modèle 2 (N=1.357)		Modèle 3 (N=1.341)		Modèle 4 (N=1.349)		Modèle 5 (N=1.312)	
	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.	β	Sig.
(Constant)		***		*		***		***		***
Conditions										
Position socio-économique des parents	,173	***	,174	***	,233	***	,101	***	,154	***
Situation sur le marché du travail (réf. : travailleur avec bonne sécurité d'emploi)										
°Chômeur(se)	-,098	***	-,102	***	-,088	***	-,070	**	-,075	**
°Invalide, inapte au travail, malade	,006	n.s.	-,003	n.s.	,008	n.s.	-,017	n.s.	-,007	n.s.
°Non travailleur (étudiant(e), homme/femme au foyer)	,046	n.s.	,019	n.s.	,037	n.s.	,041	n.s.	,022	n.s.
°Travailleur avec sécurité d'emploi faible	-,089	***	-,063	**	-,062	**	-,035	n.s.	-,017	n.s.
Vécu du chômage (réf. : aucune expérience du chômage)										
°Pas plus d'un an	,011	n.s.	,003	n.s.	,008	n.s.	,019	n.s.	,014	n.s.
°1 à 2 ans	-,079	***	-,074	***	-,073	**	-,071	**	-,070	**
°Plus de 2 ans	-,067	*	-,064	*	-,049	n.s.	-,052	*	-,041	n.s.
Santé	,304	***	,285	***	,270	***	,262	***	,247	***
Autres										
Fréquence des discussions avec les voisins	,046	*	,035	n.s.	,050	*	,063	**	,057	**
Fréquence des rencontres avec les amis ou des connaissances	,073	**	,060	**	,065	**	,044	*	,043	n.s.
Fréquence des rencontres avec la famille	,087	***	,070	**	,078	***	,081	***	,069	**
Mobilité sociale										
Mobilité de l'éducation (réf. : constant)										
°Mobilité descendante	-,084	***	-,081	***	-,077	***	-,058	**	-,059	**
°Mobilité ascendante	,076	**	,080	**	,090	***	,055	*	,073	**
Mobilité des revenus	,142	***	,116	***	,114	***	,109	***	,086	***
Autres caractéristiques										
°Homme (réf. : femme)	,007	n.s.	,016	n.s.	,027	n.s.	-,020	n.s.	,005	n.s.
Âge	,022	n.s.	,018	n.s.	,030	n.s.	,029	n.s.	,030	n.s.
°francophone (réf. : néerlandophone)	-,140	***	-,161	***	-,116	***	-,076	***	-,094	***
Perspectives d'avenir										
Envisagent de concrétiser l'avenir idéal			,204	***					,122	***
Envisagent de dépasser le niveau de vie des parents					,238	***			,104	***
Menaces										
Menaces socio-économiques							-,315	***	-,235	***
R ² ajusté	,343		,386		,388		,421		,445	

*p<=.05; **p<=.01; ***p<=.001; n.s.= non significatif

Dans le troisième modèle, le modèle de base est augmenté de l'échelle, introduite dans le second rapport, relative aux perspectives d'avenir des jeunes adultes comparées à la situation des parents. Celle-ci a également peu d'impact sur les effets initiaux, à la seule exception près que l'effet de la position socio-économique des parents augmente de $\beta = ,17$ à $,23$. La proportion de variance expliquée augmente ici aussi de 34 à 39 %.

Nous introduisons, dans le quatrième modèle, la variable qui fait l'objet principal de ce rapport, à savoir les menaces socio-économiques. Nous l'ajoutons au modèle de base en omettant donc les deux variables relatives aux perspectives d'avenir. La mesure dans laquelle on se sent menacé d'un point de vue socio-économique a un effet très important sur le sentiment de bonheur. La variance expliquée du modèle augmente de 34 à 42 %. Le $\beta (-,32)$ nous révèle que plus on perçoit la menace des divers risques socio-économiques, moins on se sent heureux. Les risques socio-économiques expliquent également la différence en termes de bonheur entre les personnes jouissant d'une bonne sécurité d'emploi et les personnes souffrant d'une faible sécurité d'emploi. Ces dernières sont moins heureuses, car elles perçoivent davantage de risques socio-économiques. En comparaison avec le modèle de base, il y a également lieu de noter une atténuation de l'effet de la santé (de $\beta = ,30$ à $\beta = ,25$). Le bonheur des personnes souffrant de problèmes de santé semble partiellement altéré en raison des risques socio-économiques auxquels elles se sentent exposées. Le constat est identique pour les francophones. L'effet précédent de la communauté linguistique, $\beta = -,14$, passe après l'introduction des risques socio-économiques à $\beta = ,08$, indiquant que les francophones sont moins heureux que les néerlandophones parce qu'ils appréhendent davantage les risques socio-économiques.

Le cinquième et dernier modèle rassemble les trois perspectives d'avenir. La variance expliquée totale du niveau de bonheur augmente ainsi de 34 à 45 % ; soit une augmentation de 11 points de pourcentage ou de 33 %. En comparaison avec le quatrième modèle, les effets initiaux n'évoluent pas de manière significative. Seuls les effets des perspectives d'avenir et des menaces socio-économiques reculent fortement, symétrie qui s'explique, nous l'avons vu (paragraphe 3), par leur forte interdépendance.

5 Auxiliaires

Dans les paragraphes précédents, nous avons mis en évidence les risques appréhendés par les jeunes adultes belges, les groupes qui éprouvent un sentiment d'insécurité d'existence et les effets de ces perceptions sur leurs perspectives d'avenir et sur leur niveau de bonheur. Dans le présent paragraphe, nous examinerons sur qui ou quoi comptent ces jeunes adultes pour les aider à réaliser leurs idéaux en termes de carrière et de mode de vie, ainsi que pour les aider à gérer les risques ou à éviter que ceux-ci ne

les empêchent d'accomplir leurs idéaux. Voici, concrètement, les questions soumises aux répondants : « Imaginez votre propre avenir comme vous le souhaiteriez. Sur qui ou quoi comptez-vous pour le façonner ? ». Nous avons constaté que la perception de risques et le sentiment d'insécurité d'existence affectent gravement les perspectives d'avenir des jeunes adultes, ainsi que leurs espoirs d'égaliser ou de dépasser la qualité de vie de leurs parents ou de réaliser leurs idéaux de vie.

5.1 De qui attend-on de l'aide ?

Selon une affirmation souvent répétée, l'être humain attendrait trop de la politique. Mais c'est tout le contraire : il n'attend quasiment rien de la politique, du moins lorsqu'il s'agit de sa propre vie, de son travail, de son cadre de vie, de sa vie familiale, bref de sa qualité de vie. À la demande de savoir sur qui ou sur quoi il compte pour l'aider à façonner son avenir personnel souhaité, le jeune adulte mentionne surtout ses propres capacités, son partenaire, sa famille et ses amis. Ainsi, 96 % des jeunes adultes comptent sur « eux-mêmes », voire « beaucoup sur eux-mêmes », et 88 % d'entre eux disent compter (beaucoup) sur leur partenaire. Seuls 16 % disent compter (beaucoup) sur le monde politique. Ce chiffre est légèrement supérieur aux 13 % qui comptent (beaucoup) sur Dieu (voir tableau 16). À cela s'ajoute une catégorie de personnes qui « y compte[nt] un peu ». Certaines affirmations, toutefois, ne suscitent qu'une très faible adhésion.

Tableau 16 : Forces auxiliaires (en %) pour le façonnement de l'avenir personnel selon les jeunes adultes belges

	N	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	J'y compte / je n'y compte pas
Moi-même	1885	,9	3,2	95,9	104,34
Mon partenaire	1756	5,7	6,6	87,7	15,28
Ma famille	1882	6,5	19,2	74,3	11,44
Ma chance	1870	11,8	28,3	59,9	5,09
Mes amis	1867	13,0	30,3	56,7	4,37
La science et/ou la technologie	1874	24,0	28,6	47,4	1,97
Mon employeur	1774	29,5	32,4	38,1	1,29
Mes collègues	1798	36,0	36,8	27,2	0,76
Les pouvoirs publics	1874	32,8	43,2	24,0	0,73
L'Union européenne	1867	46,5	35,4	18,1	0,39
Le monde politique	1873	51,1	32,8	16,2	0,32
Dieu/Allah/Jéhovah	1868	81,0	6,1	12,8	0,16
L'Islam	1870	90,4	3,5	6,1	0,07
L'Église	1858	87,1	8,7	4,2	0,05

Treize pourcent des jeunes adultes affirment compter, voire beaucoup compter sur Dieu/Allah/Jéhovah. À cela s'ajoutent 6 % de répondants qui disent peu se reposer ces instances ; 81 % ne comptent pas sur elles. Six pourcent des répondants comptent (beaucoup) sur l'Islam, auxquels s'ajoutent 4 % qui s'appuient un peu sur cette religion et 90 % qui ne se reposent aucunement sur elle. L'Église recueille le moins de suffrages :

4 % des personnes interrogées comptent (beaucoup) sur elle, auxquelles s'ajoutent 9 % qui disent se reposer un peu sur elle et 87 % qui ne disent pas (du tout) compter sur cette institution. Bref, les jeunes adultes sont quand même 10 à 19 % à compter un peu, voire beaucoup, sur la religion pour les aider à façonner leur avenir personnel.

Comparé à Dieu, le monde politique recueille un peu plus de suffrages, et il se voit légèrement dépassé par les pouvoirs publics et l'Union européenne. La part des répondants qui compte (beaucoup) sur la politique est, nous l'avons vu, à peine plus grande que la part de répondants qui compte (beaucoup) sur Dieu. La politique est souvent décrite comme la traduction de problématiques privées en questions publiques. Force est pourtant de constater que les jeunes adultes qui comptent sur la politique pour la réalisation de leurs aspirations personnelles, sont relativement peu nombreux. Un écart profond semble ainsi se creuser entre vie privée et vie publique. Aussi la politique n'a-t-elle guère de sens si l'être humain ne se tourne plus vers elle pour de pareilles problématiques, mais espère résoudre lui-même ces problèmes en comptant sur ses propres capacités, sur sa chance (60 % des répondants), sur le soutien de son partenaire (88 %), de sa famille (74 %) et de ses amis (57 %) pour échapper à un mauvais voisinage ou pour décrocher un emploi fixe et bien rémunéré en pleine crise économique.

Les jeunes adultes se fient majoritairement à leurs propres capacités et à leur entourage immédiat. Il est évident que les solutions envisagées à leurs problèmes sont de nature individuelle plutôt que collective. Les risques ne sont pas considérés d'un point de vue collectif, mais d'abord comme une affaire privée.

Pourtant, la politique n'est pas entièrement absente. Les personnes qui comptent *un peu* sur la politique sont déjà plus nombreuses – 33 % – et pourraient donc bien être mobilisées à l'action politique et collective. Il existe pourtant une étroite majorité, soit 51 %, qui déclare explicitement ne pas s'appuyer (du tout) sur le monde politique. Ainsi, près de la moitié des jeunes adultes exclut tout recours à la politique pour la solution de leurs problèmes. L'Union européenne et les pouvoirs publics recueillent plus de suffrages. Il semblerait que plusieurs personnes situent les solutions collectives aux problèmes personnels à ce niveau-là, sans toutefois établir de rapport entre l'Union européenne/les pouvoirs publics et la politique. Dix-huit pourcent des répondants comptent (beaucoup) sur l'Union européenne, auxquels s'ajoutent 35 % qui comptent un peu et 47 % qui ne comptent (pas du tout) sur elle. Ces chiffres ne sont pas très impressionnants. Cependant, l'indifférence dans laquelle se déroulent les élections européennes laisse penser que l'UE ne signifie rien du tout pour les Européens. Or, cela n'est visiblement pas le cas. 53 % des répondants comptent un peu, voire beaucoup, sur le soutien de l'Union européenne pour réaliser leurs projets de vie personnels. Les pouvoirs publics recueillent un peu plus de suffrages : 24 % comptent (beaucoup) sur eux, 43 % un peu et 33 % ne

comptent pas (du tout) sur eux. Soixante-sept pourcent de la population compte donc « un peu » à « beaucoup » sur les pouvoirs publics pour le développement de leur parcours de vie personnel. Toutefois, compte tenu du rôle du gouvernement moderne et de l'État-providence, ces chiffres témoignent d'une conscience très faible de ce rôle dans la construction du parcours de vie et dans l'accès à une meilleure qualité de vie.

Le monde politique et les pouvoirs publics se voient dépassés par les collègues, l'employeur et la science/la technologie. 27 % des répondants affirment compter (beaucoup) sur les collègues, auxquels s'ajoutent 37 % qui se reposent un peu sur eux ; 36 % ne s'appuient pas (du tout) sur leurs collaborateurs. Quant à l'employeur, 38 % des personnes interrogées disent compter (beaucoup) sur lui, 32 % un peu ; 30 % ne se reposent aucunement sur leur employeur. Force est donc de constater que l'on compte davantage sur l'employeur que sur les pouvoirs publics, l'Union européenne ou la politique. La science et la technologie jouent un rôle encore plus important. 47 % comptent beaucoup sur elles pour la réalisation de leurs idéaux personnels, 29 % un peu ; seuls 24 % ne se reposent aucunement sur elles. Nous sommes manifestement confrontés à une génération qui fait largement confiance à la science et à la technologie, et dont une importante majorité – 76 % – compte un peu voire beaucoup sur leurs avancées pour la réalisation de leurs objectifs personnels.

Il y a près d'un siècle, le sociologue allemand Max Weber faisait de l'abandon d'une vision traditionnelle « magique » du monde au profit d'un esprit rationnel et calculateur comme trait majeur de l'évolution moderne de la société (Weber, 1919/1995). Il qualifiait cette évolution de « désenchantement du monde ». Elle est caractérisée par le recul de la croyance en la providence divine et par le progrès de la confiance en un monde façonné par l'homme, notamment grâce aux sciences et à la technologie. L'analyse de Weber a rapidement obtenu l'aval de nombreux penseurs. Aujourd'hui, plusieurs sociologues partagent la conviction que la modernisation se traduit, d'une part, par le déclin des valeurs traditionnelles et religieuses et, de l'autre, par une confiance sans cesse croissante dans les sciences et la technologie (Houtman & Mascini, 2000 ; Schluchter, 1990). Claeys et al. (2004) constataient en 2004 que 60 % des Belges âgés entre 18 et 75 ans estimaient que la science et la technologie seraient synonymes d'une facilité et d'un confort accrus. 72 % étaient d'avis que la science et la technologie influenceraient positivement la vie des générations suivantes. Nos conclusions vont entièrement dans le sens de ces observations. Pour la solution des problèmes de leur vie personnelle, 19 % des jeunes adultes comptent un peu voire beaucoup sur Dieu et 76 % un peu voire beaucoup sur la science et les avancées technologiques. Cette confiance dans la science et la technologie contredit la thèse fréquemment avancée selon laquelle l'attitude vis-à-vis de la science et de la technologie serait aujourd'hui caractérisée par la peur et le

scepticisme (notamment Inglehart, 1997 ; Beck, 1986). On renvoie fréquemment au « Frankenstein » de Shelly et au « Dr Jeckyll and Mr Hyde » de Stevenson, qui en constitueraient des expressions précoces, appartenant au XIX^e siècle. Il est évident que les jeunes adultes belges ne partagent point cette attitude.

Toutefois, les jeunes adultes comptent majoritairement sur leurs propres capacités, sur l'aide de leur partenaire et de leur famille, et un peu sur la chance. Les jeunes adultes considèrent leur famille comme une unité forte, capable de faire face au monde, et comme une source de soutien dans la confrontation avec les menaces qui les guettent.

5.2 Plusieurs auxiliaires

Dans cette partie, nous cherchons à établir qui compte sur l'aide de qui. Pour chaque type d'auxiliaire, nous avons vérifié les différentes caractéristiques qui déterminent le soutien plus ou moins important que l'on attend de cet auxiliaire. Une telle démarche suppose une longue série d'analyses, que nous ne reproduisons pas *in extenso*. Nous nous limiterons à la description des rapports solides et statistiquement significatifs. Les auxiliaires pour lesquels nous n'avons pas trouvé de tels effets, ne seront pas traités dans le présent rapport.

5.2.1 *Les pouvoirs publics*

La confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics est surtout influencée par la conviction philosophique/religieuse et par la préférence politique.

Les musulmans semblent compter dans une plus large mesure sur les pouvoirs publics que les adeptes des autres convictions philosophiques/confessions religieuses (voir tableau 17). Les musulmans sont plus de 83 % à compter un peu voire beaucoup sur les pouvoirs publics, tandis que les chrétiens pratiquants sont 67 % à s'appuyer un peu voire beaucoup sur les pouvoirs publics. Des personnes qui soulignent ne pas être intéressées par la religion, 61 % comptent un peu voire beaucoup sur l'aide des pouvoirs publics. Près de 40 % d'entre eux disent explicitement ne pas compter sur le gouvernement. Parmi les musulmans, ce chiffre n'est que de 17 %.

La confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics est également influencée par la préférence politique. Les communautés linguistiques diffèrent sur ce point, raison pour laquelle nous présentons le rapport entre la confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics et la préférence politique par communauté linguistique.

Tableau 17 : La confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics selon la conviction philosophique (N=1.858)

	Je n'y compte (pas du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Chrétien pratiquant (catholique, protestant, qui se rend plus ou moins régulièrement à l'église)	33,5 %	42,4 %	24,1 %	100,0 %
2,00 Quelqu'un qui doute, mais qui est quand même plus ou moins chrétien	33,3 %	44,9 %	21,8 %	100,0 %
3,00 Musulman (strict, pas strict, doute)	16,8 %	38,9 %	44,3 %	100,0 %
4,00 Libre penseur, agnostique, humaniste	33,6 %	42,6 %	23,8 %	100,0 %
5,00 Incroyant	33,5 %	46,9 %	19,6 %	100,0 %
6,00 Tout ce qui concerne la religion ne m'intéresse pas	39,5 %	42,5 %	18,0 %	100,0 %
7,00 Autres	44,4 %	33,3 %	22,2 %	100,0 %
Total	32,9 %	43,2 %	23,9 %	100,0 %

Au sein de l'électorat néerlandophone, nous constatons que la confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics suit une ligne de fracture gauche-droite (voir tableau 18). 39 % des partisans du SP.a comptent (beaucoup) sur les pouvoirs publics, parmi les électeurs de Groen ce chiffre est de 36 %, parmi ceux du CD&V il est de 35 %. La part des répondants qui compte sur les pouvoirs publics est significativement inférieure au sein de l'électorat de la N-VA, soit 25 %, et encore plus petite - 20 % - parmi les électeurs de l'Open VLD. L'électorat du CD&V rejoint sur ce point les partis de gauche. Tout à fait remarquable est le fait qu'aucun électeur du Vlaams Belang ne compte sur les pouvoirs publics. Les électeurs du PVDA+ ne s'appuient pas beaucoup sur les pouvoirs publics et rejoignent sur ce point davantage l'électorat de la N-VA que celui des autres partis de gauche. Il est fort probable que le populisme des partis d'extrême droite, et sans doute aussi d'extrême gauche, milite contre la confiance dans les pouvoirs publics (Elchardus & Spruyt, 2011)⁷. Nous examinerons plus loin le rapport entre le populisme et la mesure dans laquelle le jeune adulte compte sur les pouvoirs publics.

Tableau 18 : La confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics selon la préférence politique des néerlandophones (N=959)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 CD&V	18,3 %	47,0 %	34,8 %	100,0 %
2,00 Groen	27,6 %	36,2 %	36,2 %	100,0 %
3,00 N-VA	32,4 %	41,8 %	25,8 %	100,0 %
4,00 Sp.a	22,3 %	38,4 %	39,3 %	100,0 %
5,00 Open VLD	36,9 %	42,7 %	20,4 %	100,0 %
6,00 Vlaams Belang	62,5 %	37,5 %	0,0 %	100,0 %
7,00 PVDA+	30,8 %	38,5 %	30,8 %	100,0 %
8,00 Autres	40,9 %	36,4 %	22,7 %	100,0 %
9,00 Vote blanc, vote invalide, n'est pas allé voter	39,5 %	40,9 %	19,5 %	100,0 %
10,00 Indécis	25,0 %	25,0 %	50,0 %	100,0 %
Total	32,5 %	40,9 %	26,6 %	100,0 %

⁷ Il convient toutefois de souligner que les nombreux absolus sur lesquels reposent les conclusions pour certains partis, sont très faibles. C'est le cas pour le PVDA+ (n=17), le PTB (n=11) et le FDF (n=13).

Parmi les francophones, nous retrouvons une distribution gauche/droite quelque peu semblable, du moins pour certains partis (voir tableau 19). Les électeurs du PS et d'Ecolo comptent le plus sur les pouvoirs publics : ils sont respectivement 30 et 27 % à s'appuyer (beaucoup) sur eux. Parmi les partisans du MR, ils ne sont que 22 % à compter (beaucoup) sur le gouvernement. Contrairement à la région néerlandophone, les électeurs chrétiens-démocrates francophones adoptent une position particulièrement libérale. Ils ne sont que 12 % à compter (beaucoup) sur les pouvoirs publics. Les partisans francophones de l'extrême droite et de l'extrême gauche n'attendent, comme les néerlandophones, que fort peu des pouvoirs publics. Ces résultats sont plutôt étonnants pour l'extrême gauche (mais il faut tenir compte des nombres absolus très faibles sur lesquels reposent les conclusions relatives à l'extrême gauche).

Tableau 19 : La confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics selon la préférence politique des francophones (N=735)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 CdH	31,1 %	57,4 %	11,5 %	100,0 %
2,00 Ecolo	23,5 %	50,0 %	26,5 %	100,0 %
3,00 FDF	25,0 %	50,0 %	25,0 %	100,0 %
4,00 PS	23,7 %	46,1 %	30,3 %	100,0 %
5,00 MR	33,1 %	44,6 %	22,3 %	100,0 %
6,00 Démocratie Nationale	46,2 %	41,0 %	12,8 %	100,0 %
7,00 PTB	45,5 %	45,5 %	9,1 %	100,0 %
8,00 Autres	56,0 %	32,0 %	12,0 %	100,0 %
9,00 Vote blanc, vote invalide, n'est pas allé voter	37,7 %	44,7 %	17,6 %	100,0 %
10,0 Indécis	61,5 %	30,8 %	7,7 %	100,0 %
Total	32,7 %	46,1 %	21,1 %	100,0 %

5.2.2 *Le monde politique*

La confiance dans le rôle auxiliaire du monde politique ne suit pas exactement le même schéma que la confiance dans les pouvoirs publics. En général, le jeune adulte compte moins sur la politique que sur les pouvoirs publics. Pour la politique, il est impossible de retrouver une distribution gauche/droite nette. Ce sont surtout les chrétiens-démocrates et les partisans de Groen qui comptent (beaucoup) sur la politique (voir tableau 20), ce qui signifie que près d'un quart des électeurs compte, voire compte beaucoup, sur le monde politique.

Tableau 20 : La confiance dans le rôle auxiliaire de la politique selon la préférence politique des néerlandophones (N=962)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 CD&V	29,7 %	45,8 %	24,6 %	100,0 %
2,00 Groen	38,5 %	38,5 %	23,1 %	100,0 %
3,00 N-VA	50,7 %	32,4 %	16,9 %	100,0 %
4,00 Sp.a	44,7 %	36,0 %	19,3 %	100,0 %
5,00 Open VLD	46,1 %	39,2 %	14,7 %	100,0 %
6,00 Vlaams Belang	65,0 %	35,0 %	,0 %	100,0 %
7,00 PVDA+	50,0 %	41,7 %	8,3 %	100,0 %
8,00 Autres	63,7 %	18,2 %	18,1 %	100,0 %
9,00 Vote blanc, vote invalide, n'est pas allé voter	64,7 %	23,1 %	12,2 %	100,0 %
10,00 Indécis	50,0 %	25,0 %	25,0 %	100,0 %
Total	49,7 %	33,6 %	16,7 %	100,0 %

Les électeurs du SP.a, de la N-VA et de l'Open VLD ne diffèrent guère du point de vue de leur confiance dans le rôle auxiliaire de la politique. À l'instar de ce que nous avons constaté pour les pouvoirs publics, les partisans d'extrême gauche et d'extrême droite comptent le moins sur la politique. Une différence fascinante est celle qui se dessine entre les votes blancs, invalides et les absentéistes d'une part et les indécis de l'autre. Les uns comptent peu sur la politique et leur choix de ne pas voter en est la conséquence ; les autres comptent relativement beaucoup sur la politique. Le dernier groupe n'est donc pas composé d'indifférents ; une partie au moins souhaite émettre un vote réfléchi.

Tableau 21 : La confiance dans le rôle auxiliaire de la politique selon la préférence politique des francophones (N=962)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 CdH	47,5 %	45,9 %	6,6 %	100,0 %
2,00 Ecolo	44,3 %	42,3 %	13,4 %	100,0 %
3,00 FDF	56,3 %	12,5 %	31,3 %	100,0 %
4,00 PS	37,5 %	36,8 %	25,7 %	100,0 %
5,00 MR	47,2 %	34,1 %	18,7 %	100,0 %
6,00 Démocratie Nationale	65,9 %	31,7 %	2,4 %	100,0 %
7,00 PTB	70,0 %	20,0 %	10,0 %	100,0 %
8,00 Autres	66,6 %	20,8 %	12,5 %	100,0 %
9,00 Vote blanc, vote invalide, n'est pas allé voter	63,1 %	24,7 %	12,1 %	100,0 %
10,0 Indécis	75,0 %	16,7 %	8,3 %	100,0 %
Total	51,8 %	32,7 %	15,5 %	100,0 %

La différence entre la confiance accordée aux pouvoirs publics et celle accordée à la politique est plus faible parmi les francophones que parmi les néerlandophones (voir tableau 21). La politique recueille le plus de suffrages de la part des électeurs du FDF (bien que les nombres absolus sur lesquels s'appuie cette conclusion soient faibles), ainsi que de l'électorat du PS. Les partisans d'extrême droite et d'extrême gauche affichent

une nouvelle fois une très faible adhésion au monde politique. Tout à fait surprenant est le faible degré de confiance dans la politique des partisans du CdH. Sur ce point, ils diffèrent considérablement des chrétiens-démocrates néerlandophones.

Les différences constatées entre les électorats suggèrent que la faible confiance dans les pouvoirs publics et la politique trouve son origine dans le populisme. Cette hypothèse peut être vérifiée, étant donné que le degré de populisme des jeunes adultes a également été mesuré à partir d'une échelle que nous avons déjà évoquée (Elchardus & Spruyt, 2011) et qui est reproduite dans le tableau 22. L'échelle s'appuie sur deux éléments-clés. Premièrement, l'importance décisive du « petit peuple », des « gens ordinaires » comme pierre de touche et cadre de référence ; il s'agit moins d'un groupe précis de la population, que d'un certain mode de pensée. Deuxièmement, le sentiment de trahison de la part d'une « élite » peu fiable et déconnectée de la réalité. « Élite » réfère à un mode de pensée qui est en contradiction totale avec celui des gens ordinaires ; les politiciens, surtout, sont classés parmi l'« élite ». Ces deux éléments ont été utilisés pour la rédaction d'un certain nombre d'affirmations permettant de mesurer le degré de populisme (voir tableau 22).

Tableau 22 : Analyse en composantes principales selon le populisme

	% (tout à fait) d'accord	Saturations factorielles
Les ministres feraient mieux de sortir un peu plus souvent de leurs bureaux et de se mêler au peuple	72,6 %	,821
Les politiciens doivent apprendre à mieux écouter les problèmes des gens	81,3 %	,783
L'opinion de l'homme ou de la femme dans la rue vaut bien mieux que celle des experts ou des politiques	39,3 %	,731
Il est inutile de voter. Les partis font quand même ce qu'ils veulent.	47,8 %	,726
Les gens qui ont fait de longues études ont peut-être beaucoup de diplômes mais ils ne connaissent rien de la vraie vie	38,0 %	,714
Valeur propre		2,857
Alpha de Cronbach		,798

Le score moyen sur l'échelle standardisée est de 0. Pour les néerlandophones, la moyenne est de -,171, pour les francophones, 152, ce qui met en évidence un populisme légèrement supérieur parmi les francophones que parmi les néerlandophones. Le score moyen du populisme est reproduit par électorat dans le tableau ci-dessous (tableau 23).

Les électorats les plus populistes sont ceux des partis d'extrême droite, auxquels il faut ajouter les personnes qui émettraient un vote blanc ou invalide. Les électorats les moins populistes sont ceux du SP.a, de l'Open VLD et de Groen!. Le PS a un électorat assez populiste. Les électorats des partis d'extrême gauche ne sont pas particulièrement populistes.

Tableau 23 : Score moyen et déviation standard sur l'échelle du populisme selon la préférence politique (N=1.749)

	\bar{x}	σ
Démocratie Nationale (précédemment Front National)	,904	,153
Vlaams Belang	,888	,144
Parti Populaire	,763	,246
FDF	,522	,246
Je ne voterais pas	,348	,070
Vote blanc	,313	,077
Vote invalide	,295	,092
PS	,167	,072
Autres	,127	,134
CdH	,056	,112
PTB	-,028	,277
N-VA	-,133	,059
MR	-,189	,079
Ecolo	-,254	,093
PVDA+	-,269	,265
CD&V	-,398	,083
SP.a	-,533	,083
Open VLD	-,551	,089
Groen	-,904	,089

Afin d'évaluer le rapport direct entre populisme et confiance dans le rôle auxiliaire de la politique, la population a été distribuée à partir de l'échelle du populisme en 3 groupes de taille équivalente (voir tableau 24).

Tableau 24 : La confiance dans le rôle auxiliaire de la politique selon le degré de populisme (N=1.827)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1 Populisme faible	38,6 %	39,5 %	21,9 %	100,0 %
2 Populisme moyen	49,5 %	36,1 %	14,4 %	100,0 %
3 Populisme important	65,4 %	22,8 %	11,8 %	100,0 %
Total	51,1 %	32,8 %	16,1 %	100,0 %

Il ressort de ce tableau que les personnes adhérant à un discours populiste comptent moins sur la politique. Parmi les personnes qui adhèrent peu au populisme, 22 % comptent (beaucoup) et 40 % comptent un peu sur la politique. Quant aux répondants qui adhèrent fortement au populisme, 12 % comptent (beaucoup) et 23 % comptent un peu sur le soutien de la politique dans leur vie personnelle. Ces constats prouvent aussi que le populisme n'est pas une façon alternative de réconcilier la politique et la vie des gens, mais est plutôt une forme politisée d'antipolitique.

Le rapport entre le populisme et la confiance dans le rôle auxiliaire de la politique permet d'expliquer pourquoi les électors très populistes des partis d'extrême droite comptent très peu sur le soutien de la politique dans leur vie personnelle. En revanche, il n'explique pas pourquoi les électeurs des partis d'extrême gauche s'appuient si peu sur la politique et les pouvoirs publics. Sans doute faut-il une nouvelle fois rappeler que les nombres absolus sur lesquels s'appuient les conclusions relatives aux partis d'extrême gauche sont très faibles.

5.2.3 L'Union européenne

À l'instar des pouvoirs publics et de la politique, la confiance dans l'Union européenne dépend de la conviction religieuse/philosophique et de la préférence politique.

L'Union européenne recueille surtout les suffrages des musulmans, suivis des libres-penseurs (voir tableau 25). Les incroyants et les indifférents comptent le moins sur elle.

Tableau 25 : La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Union européenne selon la conviction philosophique (N=1.847)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Chrétien pratiquant (catholique, protestant, qui se rend plus ou moins régulièrement à l'église)	47,4 %	34,5 %	18,0 %	100,0 %
2,00 Quelqu'un qui doute, mais qui est quand même plus ou moins chrétien	45,6 %	37,2 %	17,2 %	100,0 %
3,00 Musulman (strict, pas strict, doute)	30,9 %	35,8 %	33,3 %	100,0 %
4,00 Libre penseur, agnostique, humaniste	41,0 %	37,4 %	21,6 %	100,0 %
5,00 Incroyant	48,7 %	38,0 %	13,2 %	100,0 %
6,00 Tout ce qui concerne la religion ne m'intéresse pas	60,7 %	30,4 %	8,9 %	100,0 %
7,00 Autres	52,9 %	26,5 %	20,6 %	100,0 %
Total	46,5 %	35,6 %	18,0 %	100,0 %

Parmi les néerlandophones, c'est l'électorat de Groen qui témoigne de la plus grande confiance dans l'Union européenne (voir tableau 26). Les autres électors ne diffèrent guère sur ce point, à l'exception de l'électorat d'extrême droite. Parmi les partisans de l'extrême droite, personne ne dit compter sur l'Union européenne et seuls 23 % disent compter un peu sur elle. La différence est de taille avec les verts qui sont 68 % à compter un peu, voire beaucoup, sur l'Union.

Tableau 26: La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Union européenne selon la préférence politique des néerlandophones (N=955)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 CD&V	34,5 %	49,6 %	15,9 %	100,0 %
2,00 Groen	32,0 %	40,8 %	27,2 %	100,0 %
3,00 N-VA	46,9 %	35,7 %	17,4 %	100,0 %
4,00 Sp.a	41,6 %	39,8 %	18,6 %	100,0 %
5,00 Open VLD	41,7 %	40,8 %	17,5 %	100,0 %
6,00 Vlaams Belang	76,9 %	23,1 %	,0 %	100,0 %
7,00 PVDA+	53,8 %	30,8 %	15,4 %	100,0 %
8,00 Autres	56,5 %	21,7 %	12,7 %	100,0 %
9,00 Vote blanc, vote invalide, n'est pas allé voter	55,5 %	30,9 %	13,6 %	100,0 %
10,00 Indécis	25,0 %	50,0 %	25,0 %	100,0 %
Total	46,1 %	37,0 %	17,0 %	100,0 %

Les électors francophones nous renvoient une image différente (voir tableau 27). L'Union européenne recueille le plus de suffrages des électors du MR, d'Ecolo, du PS et du CdH, qui témoignent tous d'une confiance à peu près équivalente dans l'Union. En

fonction du parti, les répondants sont 21 à 26 % à compter un peu et 57 à 69 % à compter beaucoup sur elle. Les partisans du FDF et des partis d'extrême droite et d'extrême gauche comptent moins sur l'Union européenne.

Tableau 27 : La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Union européenne selon la préférence politique des francophones (N=735)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 CdH	42,6 %	36,1 %	21,3 %	100,0 %
2,00 Ecolo	30,9 %	44,3 %	24,7 %	100,0 %
3,00 FDF	56,3 %	37,5 %	6,3 %	100,0 %
4,00 PS	40,5 %	37,9 %	21,6 %	100,0 %
5,00 MR	35,8 %	38,2 %	26,0 %	100,0 %
6,00 Démocratie Nationale	65,9 %	24,4 %	9,8 %	100,0 %
7,00 PTB	72,7 %	18,2 %	9,1 %	100,0 %
8,00 Autres	56,5 %	21,7 %	21,7 %	100,0 %
9,00 Vote blanc, vote invalide, n'est pas allé voter	57,4 %	28,4 %	14,2 %	100,0 %
10,0 Indécis	25,0 %	50,0 %	25,0 %	100,0 %
Total	46,5 %	34,7 %	18,8 %	100,0 %

Les musulmans comptent davantage sur les pouvoirs publics, tant le gouvernement national que l'Union européenne, que les autres groupes de conviction. Les partisans des partis de gauche comptent également plus sur les pouvoirs publics que les autres électeurs. Quant aux partis d'extrême gauche et d'extrême droite, les attentes de leurs partisans vis-à-vis des pouvoirs publics et de la politique sont très faibles. Dans le cas de l'extrême droite, cela semble s'expliquer par le populisme de leur électorat. La politique recueille moins de suffrages que les pouvoirs publics. L'écart dans la confiance accordée aux deux institutions est plus important dans la région néerlandophone que dans la région francophone. Il est frappant de constater que la confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics est relativement forte parmi les chrétiens-démocrates néerlandophones, tandis qu'elle est particulièrement faible parmi leurs collègues francophones. Par ailleurs, les électeurs de la N-VA, de l'Open VLD et du Vlaams Belang, de même que les électeurs francophones d'extrême gauche et d'extrême droite comptent peu sur les pouvoirs publics. L'Union européenne recueille surtout les suffrages des « verts » tant néerlandophones que francophones, ainsi que de l'électorat du MR.

5.2.4 L'Église

La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Église dépend évidemment de la conviction philosophique/religieuse. Mais nous constatons aussi une influence de l'état de santé (voir tableau 28).

Même parmi les chrétiens pratiquants, seuls 11 % comptent (beaucoup) sur l'Église, et 22 % supplémentaires comptent un peu sur elle. Les autres groupes de conviction ne comptent quasiment pas sur l'Église, à l'exception des musulmans. Toutefois, vu

l'équivocité de la notion « Église » pour eux, nous avons également posé la question de savoir qui compte sur l'islam. Ces réponses seront analysées sous peu.

Tableau 28 : La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Église selon la conviction philosophique (N=1.844)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Chrétien pratiquant (catholique, protestant, qui se rend plus ou moins régulièrement à l'église)	67,6 %	21,7 %	10,7 %	100,0 %
2,00 Quelqu'un qui doute, mais qui est quand même plus ou moins chrétien	92,1 %	6,9 %	1,0 %	100,0 %
3,00 Musulman (strict, pas strict, doute)	76,0 %	14,9 %	9,1 %	100,0 %
4,00 Libre penseur, agnostique, humaniste	98,2 %	0,9 %	0,9 %	100,0 %
5,00 Incroyant	99,4 %	0,3 %	0,3 %	100,0 %
6,00 Tout ce qui concerne la religion ne m'intéresse pas	100,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %
7,00 Autres	84,3 %	8,6 %	7,1 %	100,0 %
Total	87,1 %	8,7 %	4,1 %	100,0 %

Il ressort du tableau 29 que plus une personne souffre de problèmes de santé, plus elle s'appuiera sur l'Église. Ainsi, parmi les 20 % des répondants en moins bonne santé, 18 % comptent un peu voire beaucoup sur l'aide de l'Église ; parmi les 20 % des jeunes adultes jouissant de la meilleure santé, ce chiffre est de 10 %.

Tableau 29: La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Église selon l'état de santé (N=1.844)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1 Très mauvaise santé	82,3 %	9,6 %	8,2 %	100,0 %
2 Mauvaise santé	88,2 %	8,8 %	3,1 %	100,0 %
3 Entre les deux	87,8 %	9,5 %	2,6 %	100,0 %
4 Bonne santé	89,2 %	7,3 %	3,5 %	100,0 %
5 Très bonne santé	89,7 %	7,1 %	3,2 %	100,0 %
Total	87,5 %	8,4 %	4,1 %	100,0 %

5.2.5 L'Islam

Tandis que 11 % des chrétiens pratiquants comptent (beaucoup) sur l'Église et 22 % un peu pour les aider à réaliser leurs objectifs personnels, nous constatons que 63 % des musulmans (en ce compris les personnes qui observent l'islam de façon plus ou moins stricte et celles qui sont dans le doute) comptent (beaucoup) sur l'islam et que 20 % supplémentaires comptent un peu sur cette religion (voir tableau 30). Parmi les chrétiens pratiquants, 68 % ne s'appuient pas (du tout) sur l'Église ; ce chiffre est de 17 % parmi les musulmans. Chrétiens et musulmans adoptent donc une attitude très différente vis-à-vis de leur religion : l'Église est une institution qui, pour très peu de chrétiens, a une réelle incidence dans leur vie ; en revanche, l'islam tient une place prépondérante dans la vie d'une grande majorité des musulmans.

Tableau 30 : La confiance dans le rôle auxiliaire de l'islam selon la conviction philosophique (N=1.844)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Chrétien pratiquant (catholique, protestant, qui se rend plus ou moins régulièrement à l'église)	94,5 %	4,3 %	1,3 %	100,0 %
2,00 Quelqu'un qui doute, mais qui est quand même plus ou moins chrétien	97,8 %	1,7 %	0,5 %	100,0 %
3,00 Musulman (strict, pas strict, doute)	16,9 %	20,0 %	63,1 %	100,0 %
4,00 Libre penseur, agnostique, humaniste	98,2 %	1,3 %	0,4 %	100,0 %
5,00 Incroyant	99,4 %	0,3 %	0,3 %	100,0 %
6,00 Tout ce qui concerne la religion ne m'intéresse pas	100,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %
7,00 Autres	97,0 %	1,5 %	1,5 %	100,0 %
Total	90,5 %	3,5 %	6,1 %	100,0 %

5.2.6 Dieu/Allah/Jéhovah

Un même écart émerge lorsque nous étudions la mesure dans laquelle les jeunes adultes comptent sur l'aide de Dieu (Dieu, Allah ou Jéhovah) pour façonner leur parcours de vie idéal (tableau 31). Parmi les chrétiens pratiquants, 16 % comptent (beaucoup) sur Dieu et 16 % un peu. Parmi les musulmans, 82 % comptent (beaucoup) sur Allah et 9 % un peu. Pour les questions pratiques, Dieu a disparu de la vie de 69 % des chrétiens, un chiffre qui n'est que de 9 % pour les musulmans. Nous constatons donc une nouvelle fois qu'il s'agit de deux formes très différentes de religion, qui construisent un rapport totalement différent à la vie quotidienne. Les chrétiens comptent sur leurs propres capacités, très peu sur Dieu. Les musulmans comptent autant sur leurs propres capacités que sur Allah.

Parmi les personnes qui professent une autre religion (par ex. bouddhisme, christianisme orthodoxe, hindouisme), 29 % comptent un peu voire beaucoup sur l'aide de Dieu. Ce chiffre est comparable à celui des chrétiens pratiquants. 95 à 99 % des autres groupes de conviction ne comptent pas (du tout) sur l'aide divine pour la réalisation de leurs objectifs personnels. Ce chiffre est de 81 % pour la population globale des jeunes adultes.

Tableau 31 : La croyance dans le rôle auxiliaire de Dieu/Allah/Jéhovah selon la religion (N=1.851)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Chrétien pratiquant (catholique, protestant, qui se rend plus ou moins régulièrement à l'église)	68,5 %	16,0 %	15,5 %	100,0 %
2,00 Quelqu'un qui doute, mais qui est quand même plus ou moins chrétien	95,3 %	3,7 %	1,0 %	100,0 %
3,00 Musulman (strict, pas strict, doute)	9,1 %	8,5 %	82,4 %	100,0 %
4,00 Libre penseur, agnostique, humaniste	95,9 %	2,3 %	1,8 %	100,0 %
5,00 Incroyant	99,7 %	0,0 %	0,3 %	100,0 %
6,00 Tout ce qui concerne la religion ne m'intéresse pas	98,8 %	0,0 %	1,2 %	100,0 %
7,00 Autres	71,0 %	4,3 %	24,6 %	100,0 %
Total	81,1 %	6,1 %	12,8 %	100,0 %

La confiance dans le rôle auxiliaire de Dieu, Allah ou Jéhovah semble également plus grande parmi les personnes qui souffrent de problèmes de santé. Parmi les 20 % des répondants en moins bonne santé, 20 % comptent un peu à beaucoup sur Dieu. Parmi les 20 % de jeunes adultes jouissant de la meilleure santé, ce chiffre n'est que de 6 % (tableau 32).

Tableau 32 : La confiance dans le rôle auxiliaire de Dieu/Allah/Jéhovah selon l'état de santé (N=1.834)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1 Très mauvaise santé	80,3 %	6,7 %	12,9 %	100,0 %
2 Mauvaise santé	92,7 %	3,5 %	3,7 %	100,0 %
3 Entre les deux	91,6 %	1,9 %	6,5 %	100,0 %
4 Bonne santé	94,2 %	2,1 %	3,7 %	100,0 %
5 Très bonne santé	94,3 %	2,2 %	3,5 %	100,0 %
Total	90,7 %	3,3 %	5,9 %	100,0 %

5.2.7 La science et/ou la technologie

La mesure dans laquelle les jeunes adultes comptent sur la technologie pour réaliser leurs idéaux de vie est influencée par la conviction philosophique/religieuse, le niveau d'études, le sexe et la position sur le marché du travail. L'effet de ce dernier facteur s'explique en grande partie par la confiance plus importante des étudiants dans la science et la technologie. Ceci ne sera pas analysé en détail ici.

Concernant la conviction philosophique/religieuse, nous formulons l'hypothèse que la science et la technologie recueillent surtout les suffrages des libres-penseurs. Cette hypothèse se vérifie en effet : de la catégorie des libres-penseurs, agnostiques et humanistes, 55 % comptent beaucoup et 27 % un peu sur la science et la technologie (voir tableau 33). Nous constatons toutefois que la confiance des musulmans est plus grande encore. 86 % des musulmans comptent un peu à beaucoup sur la science et la technologie pour atteindre la qualité de vie souhaitée. Leur grande confiance en Allah pour les aider à réaliser leurs objectifs personnels ne fait donc aucunement obstacle à une foi quasi équivalente dans la science et la technologie. Quant aux personnes indifférentes vis-à-vis de toute conviction philosophique, elles sont les moins convaincues par le rôle auxiliaire de la science et de la technologie. Ces conclusions suggèrent ainsi qu'il n'existe aucune contradiction entre un engagement religieux et une foi dans la science et la technologie comme alliées dans la poursuite du bien-être et de la prospérité.

Tableau 33 : La confiance dans le rôle auxiliaire de la science et/ou de la technologie selon la conviction philosophique (N=1.853)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Chrétien pratiquant (catholique, protestant, qui se rend plus ou moins régulièrement à l'église)	28,4 %	31,3 %	40,3 %	100,0 %
2,00 Quelqu'un qui doute, mais qui est quand même plus ou moins chrétien	23,4 %	29,6 %	47,0 %	100,0 %
3,00 Musulman (strict, pas strict, doute)	13,8 %	26,3 %	60,0 %	100,0 %
4,00 Libre penseur, agnostique, humaniste	18,5 %	26,6 %	55,0 %	100,0 %
5,00 Incroyant	23,3 %	29,8 %	46,9 %	100,0 %
6,00 Tout ce qui concerne la religion ne m'intéresse pas	30,4 %	26,2 %	43,5 %	100,0 %
7,00 Autres	27,8 %	16,7 %	55,6 %	100,0 %
Total	24,0 %	28,6 %	47,4 %	100,0 %

Ce sont les diplômés universitaires qui témoignent de la plus grande confiance dans la science et la technologie. Parmi eux, 57 % comptent (beaucoup) sur l'aide de la science et de la technologie (voir tableau 34). En considérant les personnes qui comptent « peu » à « beaucoup » sur la science et la technologie, nous constatons que cette proportion augmente en fonction du niveau d'études. Parmi les personnes n'ayant suivi que l'enseignement primaire, 67 % comptent sur la science et la technologie ; parmi les personnes diplômées de l'enseignement secondaire inférieur, ce chiffre est de 63 %. Quant aux universitaires, ils sont 83 % à compter un peu à beaucoup sur la science et la technologie.

Tableau 34 : La croyance dans le rôle auxiliaire de la science et/ou la technologie selon le niveau d'études (N=1.823)

	Je n'y compte pas (du tout)	J'y compte un peu	J'y compte (beaucoup)	Total
1,00 Aucun ou enseignement primaire	33,3 %	24,6 %	42,1 %	100,0 %
2,00 Enseignement secondaire inférieur	36,8 %	24,4 %	38,9 %	100,0 %
3,00 Enseignement secondaire supérieur professionnel	30,2 %	32,1 %	37,7 %	100,0 %
4,00 Enseignement secondaire supérieur technique	20,7 %	35,9 %	43,4 %	100,0 %
5,00 Enseignement secondaire supérieur général	19,1 %	25,8 %	55,1 %	100,0 %
6,00 Enseignement supérieur non universitaire	20,7 %	28,9 %	50,4 %	100,0 %
7,00 Enseignement universitaire	17,1 %	25,9 %	57,1 %	100,0 %
Total	23,8 %	28,7 %	47,5 %	100,0 %

Les hommes sont aussi plus nombreux que les femmes à compter sur la science et la technologie (voir tableau 35). Ainsi, 54 % des hommes comptent beaucoup sur la science et 26 % un peu ; parmi les femmes, 41 % comptent (beaucoup) sur la science et 31 % un peu.

Tableau 35 : La confiance dans le rôle auxiliaire de la science et/ou la technologie selon le sexe (N=1.867)

	Je n’y compte pas (du tout)	J’y compte un peu	J’y compte (beaucoup)	Total
,00 Femme	28,0 %	30,7 %	41,3 %	100,0 %
1,00 Homme	20,0 %	26,2 %	53,8 %	100,0 %
Total	24,0 %	28,5 %	47,5 %	100,0 %

6 Les auxiliaires aident-ils réellement ?

Il ressort du paragraphe 5 que, pour la réalisation de ses objectifs et de ses idéaux, le jeune adulte compte surtout sur ses propres capacités et sur l’aide de son entourage, de son partenaire et de sa famille et, dans une moindre mesure, de ses amis. La vie privée reste majoritairement cantonnée dans la sphère privée, ce qui est encore illustré par le fait que l’on compte davantage sur son entourage que sur les pouvoirs publics, la politique et les autres institutions pour faire face aux risques de la vie. Ces risques, nous l’avons vu, sont surtout de nature socio-économique : travailler plus pour gagner moins, devoir renoncer à certaines choses ou, pire, perdre son travail ou, dans le pire des cas, faire faillite, ne plus être à même de payer ses dettes et sombrer dans la pauvreté. On compte sur des auxiliaires pour éviter ces risques ou pour pouvoir y faire face. Mais les auxiliaires, aident-ils réellement ? Le fait de compter sur certains auxiliaires permet-il d’envisager l’avenir avec plus d’optimisme ? Dans le présent rapport ainsi que dans les rapports précédents de cette série, nous nous sommes penchés sur deux modes d’optimisme à l’égard de l’avenir : la conviction de pouvoir égaler ou dépasser la qualité de vie des parents et celle de pouvoir réaliser le parcours de vie idéal. Nous avons également constaté que la crainte des menaces socio-économiques ébranle cet optimisme et porte un coup à l’espoir d’égaler ou de dépasser la qualité de vie de ses parents ainsi qu’à l’espoir de façonner son parcours de vie idéal. Les auxiliaires devraient atténuer l’effet des risques socio-économiques redoutés. Ils devraient susciter assez d’espoir pour conjurer le pessimisme induit par les menaces socio-économiques. Dans ce paragraphe, nous cherchons à savoir quels auxiliaires ont ce type d’effet, et ce en considérant les 25 % de la population qui perçoivent le plus de risques socio-économiques. Au sein de ce groupe, nous examinons si l’effet des risques perçus est plus faible pour les personnes qui comptent sur un auxiliaire. Dans le cadre de ces analyses, nous ramenons les 3 catégories d’auxiliaires à 2, soit d’une part le groupe qui n’attend aucune aide (je n’y compte pas du tout, je n’y compte pas), de l’autre le groupe qui attend bel et bien de l’aide (j’y compte un peu, j’y compte, j’y compte beaucoup). Les tableaux que nous présentons offrent un résumé des séries d’analyses estimées, une par

type d'auxiliaire⁸. Nous évaluons d'abord la mesure dans laquelle les différents auxiliaires atténuent l'impact négatif des menaces socio-économiques sur les perspectives d'avenir en comparaison avec les parents.

6.1 Les auxiliaires aident-ils à construire un meilleur avenir que les parents ?

Le jeune adulte compte peu ou prou sur de nombreux auxiliaires, mais tous ne suscitent pas l'espoir nécessaire pour envisager l'avenir avec plus d'optimisme. Compter sur la politique, l'Église, l'Islam, la science et la technologie, la chance, les amis, les collègues ou l'employeur n'atténue pas l'effet négatif des risques socio-économiques sur le sentiment de pouvoir égaler ou dépasser la qualité de vie des parents (voir tableau 36). En revanche, nous constatons un effet moins important de la menace socio-économique sur le sentiment de pouvoir égaler ou dépasser la qualité de vie des parents parmi les personnes qui comptent sur les pouvoirs publics, l'Union européenne, Dieu, le partenaire et la famille. L'auxiliaire qui suscite le plus d'optimisme malgré les risques socio-économiques est Dieu, suivi de près du partenaire et de la famille. Un peu moins efficace – elle atténue l'effet de la menace socio-économique d'un tiers – est la confiance dans les pouvoirs publics et l'Union européenne⁹.

⁸ Nous estimons ces modèles à l'aide d'une Anova. Dans une phase précédente, nous avons travaillé avec les variables d'origine dans une analyse de régression linéaire sur l'ensemble de la population. Cette analyse a donné des résultats très comparables à ceux que nous présentons ici. Nous ne présentons pas lesdits résultats car ils sont plus difficiles à interpréter pour le lecteur. Cette difficulté est liée à l'utilisation d'effets d'interaction. Les modèles étaient parfois un peu instables, instabilité due aux petites catégories de référence de certaines variables. D'où notre choix d'une analyse quelque peu simplifiée, dont nous savons qu'elle ne porte aucunement atteinte à l'orientation et à la solidité des effets constatés à l'aide de la méthode plus complexe mais moins robuste.

⁹ Nous n'aborderons plus la confiance dans les propres capacités, car celle-ci possède une très faible variance. Le nombre de personnes qui ne comptent pas sur leurs propres capacités s'avère trop faible.

Tableau 36 : Résultats de l'ANOVA des perspectives d'avenir vis-à-vis des parents pour les 25 % de jeunes adultes qui perçoivent le plus de menaces socio-économiques

Dénomination auxiliaire	\bar{x} Pas d'aide	\bar{x} Aide	Sig.	N pas d'aide	N aide	R ² ajusté
Les pouvoirs publics	-,758	-,496	*	140	268	,012
Le monde politique	-,636	-,520	n.s.	228	179	,001
L'UE	-,691	-,468	*	222	183	,009
L'Église	-,593	-,565	n.s.	355	50	-,002
L'Islam	-,624	-,351	n.s.	358	47	,005
Dieu/Allah/Jéhovah	-,656	-,302	**	328	76	,015
La science et/ou la technologie	-,724	-,532	n.s.	115	293	,004
Ma chance	-,340	-,616	n.s.	54	352	,006
Mon partenaire	-,980	-,511	*	30	356	,012
Ma famille	-,1,015	-,532	*	30	378	,014
Mes amis	-,694	-,541	n.s.	75	334	,001
Mes collègues	-,504	-,593	n.s.	168	216	-,001
Mon employeur	-,609	-,535	n.s.	146	232	-,001

*p<=.05; **p<=.01; ***p<=.001; n.s.= non significatif

Note : Pour le partenaire, la famille, les amis, les collègues et l'employeur, nous n'avons pris en compte que les répondants ayant indiqué qu'ils ont un partenaire, une famille, des amis, des collègues ou un employeur. Les personnes ayant coché « Pas d'application » ont été écartées de ces modèles. Cette note ne s'applique pas aux autres auxiliaires.

6.2 Les auxiliaires aident-ils à construire l'avenir idéal ?

Les auxiliaires qui atténuent l'influence négative des risques socio-économiques redoutés sur l'espoir de réaliser le parcours de vie idéal, sont en partie différents des auxiliaires qui suscitent l'espoir d'égaliser ou de dépasser la qualité de vie des parents. Compter sur l'Union européenne, l'Église, la chance, le partenaire, la famille et l'employeur nourrit la conviction de pouvoir réaliser le parcours de vie idéal (voir tableau 37). De ce point de vue, les pouvoirs publics, le monde politique, l'Islam, Dieu, la science et la technologie, les amis et les collègues ne sont pas des auxiliaires efficaces.

La confiance dans le rôle auxiliaire de l'Église, de l'employeur, du partenaire et de l'Union européenne atténue considérablement l'impact négatif des risques socio-économiques sur l'optimisme à l'égard de l'avenir. Cette observation vaut également, bien qu'en moindre mesure, pour la chance et la famille.

Ces conclusions révèlent une nouvelle fois l'importance de l'entourage. Pour le jeune adulte qui compte, ou estime pouvoir compter, sur son partenaire et sa famille, nous constatons un affaiblissement significatif de l'impact négatif des menaces socio-économiques sur le sentiment de pouvoir dépasser ou améliorer la qualité de vie de ses parents et sur l'espoir de pouvoir façonner son parcours de vie idéal. De toute évidence, les personnes qui estiment pouvoir compter sur ce type de soutien envisagent l'avenir avec plus d'optimisme, même s'ils se sentent fortement exposés aux risques socio-économiques.

Tableau 37 : Résultats de l'ANOVA de la conviction de pouvoir réaliser l'avenir personnel idéal pour les 25 % de jeunes adultes qui perçoivent le plus de menaces socio-économiques

Dénomination auxiliaire	\bar{x} Pas d'auxiliaire	\bar{x} Auxiliaire	Sig.	N pas d'auxiliaire	N auxiliaire	R ² ajusté
Les pouvoirs publics	-,324	-,281	n.s.	152	281	-,002
Le monde politique	-,366	-,210	n.s.	242	189	,004
L'UE	-,392	-,164	*	237	191	,011
L'Église	-,345	-,021	*	372	59	,010
L'Islam	-,324	-,114	n.s.	382	48	,002
Dieu/Allah/Jéhovah	-,328	-,143	n.s.	345	84	,003
La science et/ou la technologie	-,360	-,270	n.s.	125	308	-,001
Ma chance	-,815	-,218	***	57	374	,039
Mon partenaire	-,606	-,244	*	36	373	,008
Ma famille	-,854	-,251	***	37	396	,026
Mes amis	-,414	-,284	n.s.	79	356	,000
Mes collègues	-,414	-,251	n.s.	174	232	,004
Mon employeur	-,533	-,196	***	153	249	,024

*p<=.05; **p<=.01; ***p<=.001; n.s.= non significatif

Note : Pour le partenaire, la famille, les amis, les collègues et l'employeur, nous n'avons pris en compte que les répondants ayant indiqué qu'ils ont un partenaire, une famille, des amis, des collègues ou un employeur. Les personnes ayant coché « Pas d'application » ont été écartées de ces modèles. Cette note ne s'applique pas aux autres auxiliaires.

Ce constat vaut aussi, et cela est tout de même surprenant, pour les personnes qui comptent sur l'Union européenne. Il serait donc erroné d'interpréter le faible intérêt suscité par les élections européennes comme l'expression d'une indifférence vis-à-vis du projet européen. 18 % des jeunes adultes comptent (beaucoup) sur l'Union européenne pour faire face aux risques de la vie, et 53 % comptent un peu à beaucoup sur cette institution. De plus, les personnes qui comptent sur l'Union européenne sont plus optimistes quant à l'impact des risques socio-économiques sur leur avenir.

À cela s'ajoutent quelques institutions qui, envisagées comme auxiliaires, permettent de relativiser l'impact des risques socio-économiques sur le sentiment de pouvoir atteindre la qualité de vie des parents ou de pouvoir façonner son parcours de vie idéal : il s'agit des pouvoirs publics, de Dieu, de l'Église, de la chance et de l'employeur.

Suivent enfin un certain nombre d'institutions et de personnes qui, même si elles sont considérées comme auxiliaires, ne contribuent aucunement à une vision optimiste : ce sont la politique, l'Islam, la science et la technologie et les collègues.

Non seulement la politique recueille très peu de suffrages pour la résolution des problèmes personnels, mais les quelques personnes qui comptent sur elle ne font pas preuve de plus d'optimisme. Les pouvoirs publics, les gouvernements nationaux et l'Union européenne, en revanche, emportent l'adhésion d'un nombre plus important de jeunes adultes, auxquels ils insufflent aussi plus d'optimisme : ces jeunes ont moins l'impression que leur avenir sera compromis par les menaces socio-économiques perçues.

7 Synthèse et conclusion

Les jeunes adultes ont une idée très précise de ce qu'ils attendent de la vie, de leur travail, de leur carrière, de leur vie familiale, de leur cadre de vie, etc. Mais le chemin vers ces idéaux et vers ces rêves est semé d'embûches. L'époque actuelle empêche de se projeter dans l'avenir avec insouciance. Nous avons soumis la question suivante aux répondants : « *Il existe beaucoup de risques et de dangers dans la vie. Selon vous, quel est le degré de probabilité des situations suivantes d'ici dix ans ?* » Nous leur demandions ensuite d'estimer la probabilité de survenance de certains risques spécifiques.

Afin de ne pas fausser l'évaluation des perspectives d'avenir, il y a lieu d'opérer une distinction claire entre les perspectives relatives à l'avenir personnel et celles relatives à l'avenir de la société. Le présent rapport se penche sur les menaces qui pèsent sur la vie personnelle, sur ce qui est susceptible d'anéantir les souhaits et les rêves personnels. Pour cette raison, tous les risques ont été personnalisés. Nous avons ainsi préféré la formulation « quel est le risque que *vous* perdiez *votre* travail » à « quel est le risque que le chômage augmente » ; ou, pour donner un autre exemple, « quel est le risque que *vos* voisins soient désagréables » plutôt que « quel est le risque que la qualité de votre cadre de vie se détériore ».

La bonne nouvelle est que la proportion de jeunes adultes belges qui estiment différents risques probables, reste acceptable. Il ressort en effet de nos analyses que pour 12 des 16 risques énoncés, la proportion de jeunes adultes qui estiment leur probabilité d'occurrence faible ou très faible, dépasse celle des jeunes qui jugent cette probabilité grande ou très grande. Ce résultat indique que de larges groupes de jeunes ne se sentent pas fortement menacés par les risques énumérés. Une autre donnée vient renforcer ce constat : pour 9 des 16 risques mentionnés, la proportion de jeunes adultes qui jugent leur probabilité de survenance grande ou très grande, reste inférieure à 20 %. En règle générale, nous pouvons dire qu'une grande partie des jeunes adultes belges – de 80 à 90 % – ne considèrent pas vraiment leur qualité de vie personnelle comme étant menacée, du moins pas par des évolutions qui affecteraient significativement cette qualité de vie.

Il est évidemment possible d'aborder ce résultat de deux manières. Certains risques révèlent un grand manque, voire un manque criant d'assurance parmi une partie non négligeable de la population : près de 20 % des répondants jugent la perte de leur emploi probable, 14 % jugent important le risque de ne plus être capables de payer leurs dettes et 12 % estiment courir un grand ou très grand risque de tomber dans la

pauvreté. 10 à 20 % des jeunes adultes éprouvent donc un sentiment d'insécurité d'existence particulièrement marqué. Ils craignent le pire : faillite, pauvreté et isolement.

Outre ces risques qui auraient un impact particulièrement négatif sur la qualité de vie, les jeunes adultes distinguent un certain nombre de risques moins bouleversants, dont la survenance est jugée probable par un grand nombre de jeunes. Nombre de ces risques sont de nature socio-économique. Un peu plus d'un jeune adulte sur deux (55 %) jugent qu'il existe un (très) grand risque qu'ils devront travailler de plus en plus dur ; plus de 42 % s'attendent à devoir faire des économies pour leur ménage dans les années à venir ; 32 % pensent qu'ils devront revoir leur train de vie ; 30 % craignent de ne plus pouvoir se permettre de partir en vacances et 23 % s'attendent à une détérioration de leur situation financière. Il apparaît clairement qu'une assez grande part de jeunes adultes - au moins un bon tiers - voient leur prospérité menacée et craignent de devoir travailler plus dur à l'avenir.

En faisant abstraction de quelques nuances et en simplifiant à l'extrême, nous pourrions avancer que 15 % des répondants craignent le pire, que 35 % envisagent sérieusement de devoir travailler plus dur à l'avenir et que 50 % envisagent l'avenir de manière assez insouciant.

Outre les risques socio-économiques, deux autres menaces émergent. L'une d'entre elles concerne l'environnement immédiat. 21 % craignent que celui-ci se détériore et 29 % redoutent que *trop* d'étrangers s'installent dans leur quartier. Un peu plus d'un quart des jeunes adultes avec enfants craignent que leurs enfants aient de mauvaises fréquentations. La crainte de l'échec scolaire des enfants est également exprimée, bien que par seulement 9 % des répondants.

Toutefois, la plus grande menace de la vie personnelle perçue par les répondants est de nature socio-économique. Pour cette raison, mais aussi parce que nous sommes parvenus à réaliser une mesure très fiable de cette menace, celle-ci a fait l'objet d'analyses plus approfondies.

Certains auteurs ont formulé la thèse assez spectaculaire selon laquelle les personnes « gâtées » des pays riches occidentaux perçoivent davantage d'insécurité et de risques, deviennent plus craintifs à mesure qu'ils bénéficient de plus de sécurité. Cette thèse s'appuie sur le constat d'une poussée de la peur et d'une perception accrue des risques dans une société qui offre sans doute le plus haut niveau de sécurité et de contrôle des risques jamais connu par l'homme (Evers & Nowotny, 1987 : 6 ; Furedi, 1997). De telles thèses paradoxales, qui pointent aussi le caractère « gâté » de l'homme contemporain, reçoivent d'ordinaire un accueil très favorable. Mais reposent-elles sur un fond de vérité ? La perception des menaces est-elle réellement plus grande à mesure que l'on bénéficie

d'une sécurité plus importante ? La réponse est non, bien au contraire. Les personnes qui ont un travail mais craignent de le perdre perçoivent davantage de menaces socio-économiques que les personnes qui jouissent d'un haut niveau de sécurité d'emploi. Il s'agit de personnes titulaires d'un contrat à durée indéterminée mais qui craignent pour leur emploi, ou de personnes titulaires d'un contrat temporaire qui s'inquiètent quant à leurs capacités de trouver un travail au terme de leur contrat. Un même constat vaut pour les chômeurs : ils perçoivent également plus de menaces et jugent le risque de la pauvreté plus probable. L'intérêt de ces conclusions réside dans le constat que la menace sur la sécurité de l'emploi entraîne une généralisation de la menace socio-économique : nous devons travailler plus pour gagner moins. Ceci confirme une fois de plus que la sécurité de l'emploi est une forme essentielle de sécurité et conditionne la confiance dans l'avenir.

Notre analyse montre aussi très clairement que certains facteurs permettent au jeune adulte d'être mieux armé contre les risques. Parmi ceux-ci, un haut niveau d'études et une bonne santé. Il s'agit plus précisément des bienfaits apportés par une éducation de niveau supérieur. On ne constate aucune différence entre une formation de faible niveau (équivalent à l'enseignement secondaire inférieur) et de niveau moyen (équivalent à l'enseignement secondaire supérieur). Les personnes hautement qualifiées et en bonne santé se sentent de toute évidence mieux équipées pour affronter l'avenir. Ces personnes envisagent manifestement notre société comme une économie de la connaissance et une méritocratie qui leur offre des chances de réussite plus importantes et où elles courent donc moins de risques socio-économiques. Par contre, les personnes d'un niveau d'études plus faible et/ou en mauvaise santé estiment qu'ils y courront beaucoup de risques. Ce constat souligne une nouvelle fois (voir aussi les rapports 2 et 3 de cette série) que notre société est perçue comme une société de la performance, dans laquelle il est nécessaire de jouir d'une bonne santé afin d'éviter ou de gérer les gros risques socio-économiques et afin d'avoir une bonne chance de dépasser le niveau de vie de ses parents et de réaliser ses idéaux en termes de carrière et de mode de vie.

On observe également une influence des préférences médiatiques, non pas chez les francophones mais parmi les néerlandophones. Le paysage médiatique est différent dans les deux communautés linguistiques. Les néerlandophones décèlent, au sein du paysage médiatique, une division entre médias plus élitistes et médias plus populaires. Les francophones ne font pas cette distinction : ils perçoivent un paysage médiatique plus homogène, au sein duquel ils adoptent une attitude plus ou moins positive vis-à-vis des médias de masse en général. Cette attitude vis-à-vis des *mass media* ne semble que faiblement, voire aucunement, influencer leurs conceptions. La réalité est différente parmi les néerlandophones, qui perçoivent un paysage médiatique divisé entre médias

élitistes et populaires. S'il est possible d'apprécier ou de rejeter simultanément les deux types de médias, il est évident que de nombreuses personnes ont une préférence pour l'un de ces deux types. Or cette préférence a souvent des répercussions sur leurs conceptions, ce qui est aussi le cas ici. Plus on opte pour des médias élitistes, plus faible sera le sentiment d'une menace socio-économique. Cet effet ne découle pas du niveau d'études supérieur, de la sécurité d'emploi plus élevée, du taux de chômage inférieur ou encore du meilleur état de santé des personnes préférant les médias plus élitistes. Si tout ce qui précède est certes vrai, ces variables sont incluses dans l'analyse et ne permettent donc pas d'y attribuer l'influence médiatique observée. Cet effet est probablement lié au fait que les médias les plus élitistes transmettent une image moins sensationnelle et moins menaçante du monde, ce qui induit une relativisation des risques pesant sur la position socio-économique personnelle.

Le sentiment d'une menace socio-économique est plus marqué parmi les francophones que parmi les néerlandophones. Il importe une nouvelle fois de garder à l'esprit que les variables concernant le travail, la sécurité d'emploi, le niveau d'études et la santé sont contrôlées dans le modèle. La différence constatée ne peut donc pas être directement expliquée par un taux de chômage plus important ou par un nombre plus élevé de personnes en insécurité d'emploi dans la population francophone. Il semblerait que la menace socio-économique ne soit pas uniquement évaluée à l'aune de ses propres expériences, mais aussi à la lumière des expériences des personnes de son entourage. La situation socio-économique moins favorable dans la partie francophone exacerbe ainsi le sentiment d'une menace socio-économique, et ce chez tout le monde, même parmi ceux dont la situation personnelle ne se trouve pas immédiatement menacée.

Les caractéristiques qui contribuent à la perception d'une menace sont cumulatifs. Les néerlandophones hautement qualifiés, qui bénéficient d'une grande sécurité d'emploi, se sentent à peine menacés. Moins d'un pourcent d'entre eux estiment probable qu'ils ne réussiront plus à apurer leurs dettes ou qu'ils tomberont sous le seuil de la pauvreté. En revanche, parmi les francophones faiblement et moyennement qualifiés, en moins bonne santé et bénéficiant d'une faible sécurité d'emploi, 43 % craignent qu'ils feront faillite et 36 % qu'ils tomberont sous le seuil de la pauvreté. Du premier groupe, 15 % s'attendent à devoir économiser pour le ménage ; dans le second groupe, ce chiffre s'élève à 75 %. Un écart frappant se dessine ainsi entre les visions d'avenir de ces deux groupes.

La mesure dans laquelle le jeune adulte se sent menacé d'un point de vue socio-économique a une grande influence sur son espoir d'égaliser ou de surpasser la qualité de vie des parents, ainsi que sur son espoir de réaliser ses idéaux en termes de carrière et de parcours ou de mode de vie. Ce constat révèle l'importance de cette menace ou de cette perception des risques, importance qui est également mise en évidence par

l'influence de ces menaces sur l'expérience du bonheur. Les personnes qui se sentent menacées sur le plan socio-économique sont nettement moins heureuses. En général, il peut d'ailleurs être avancé que les trois perspectives d'avenir que nous avons évoquées – la mesure dans laquelle on estime pouvoir atteindre ou dépasser la qualité de vie des parents, la mesure dans laquelle on juge pouvoir façonner son parcours de vie idéal et la mesure dans laquelle on se sent menacé d'un point de vue socio-économique – ont une très grande influence sur le bonheur. Ainsi, ces perspectives d'avenir n'expliquent pas seulement une grande partie des effets de la situation socio-économique, dont l'influence sur le bonheur peut donc largement être attribuée aux perspectives d'avenir qu'elles suscitent, mais elles contribuent elles-mêmes aussi grandement à l'explication du bonheur, en plus de ce qui peut être expliqué par les conditions de vie.

Sur qui et sur quoi comptent les jeunes adultes pour façonner leur parcours de vie idéal, et donc pour désamorcer ou gérer les risques qui les en empêcheraient, sans trop subir de retombées ? Il apparaît qu'ils comptent surtout sur leurs propres capacités et sur leur entourage. Pour neutraliser la menace du chômage, de l'appauvrissement, de la faillite, de la détérioration du cadre de vie etc., ils ne comptent pas ou à peine sur des solutions collectives. Les risques ne sont pas considérés d'un point de vue collectif, mais avant tout comme une affaire privée.

L'affirmation souvent répétée que les jeunes adultes attendent trop de la politique, comptent trop sur l'aide du gouvernement, ne tient donc pas du tout la route. En réalité, ils comptent très peu sur la politique, du moins en ce qui concerne la réalisation de leurs idéaux, leur vie privée, leur travail, leur environnement, leur vie familiale, bref tout ce qui a trait à leur qualité de vie. Ils s'en remettent, pour ces divers aspects, davantage à leur entourage immédiat. Ainsi, 96 % comptent (beaucoup) sur leurs propres capacités et 88 % (beaucoup) sur le partenaire. Seuls 16 % des jeunes adultes affirment qu'ils comptent (beaucoup) sur la politique. Ce chiffre est à peine supérieur aux 13 % qui comptent (beaucoup) sur Dieu. Un écart important semble ainsi se creuser entre la vie privée et la vie publique. Aussi la politique n'a-t-elle guère de sens si le citoyen ne se tourne plus vers elle pour de pareilles problématiques, mais espère échapper à un mauvais voisinage, trouver un emploi ou éviter les économies trop importantes en comptant sur ses propres capacités, sur son partenaire, sa famille et un peu sur sa chance.

Ne concluons pourtant pas à l'absence totale de la politique. Les personnes qui comptent « un peu » sur elle, et qui pourraient dès lors être mobilisées à une action collective et politique, sont déjà plus nombreuses, à savoir 33 %. Toutefois, une faible minorité, 51 %, déclare explicitement ne pas compter (du tout) sur la politique. L'Union européenne et les pouvoirs publics recueillent davantage de suffrages. Certaines

personnes semblent situer les solutions collectives aux problèmes personnels à ce niveau-là, sans toutefois établir de lien entre la politique et l'Union européenne ou les pouvoirs publics. 18 % comptent (beaucoup), 35 % comptent un peu et 47 % ne comptent pas (du tout) sur l'Union européenne. Les pouvoirs publics recueillent un peu plus de suffrages : 24 % comptent (beaucoup) sur elle, 43 % un peu et 33 % pas (du tout). Soixante-sept pourcent de la population compte donc « un peu » à « beaucoup » sur les pouvoirs publics pour construire leur parcours de vie. Compte tenu du rôle du gouvernement moderne et de l'État-providence, ces chiffres témoignent d'une conscience très faible de ce rôle dans la construction du parcours de vie et dans l'accès à une meilleure qualité de vie.

Le monde politique et les pouvoirs publics se voient dépassés par les collègues, l'employeur et la science/la technologie. 27 % des jeunes adultes affirment compter (beaucoup) sur les collègues, 37 % se reposent un peu sur eux ; 36 % ne s'appuient pas (du tout) sur leurs collègues. Quant à l'employeur, 38 % des jeunes adultes disent compter (beaucoup) sur lui, 32 % un peu ; 30 % ne se reposent aucunement sur leur employeur. Force est donc de constater que l'on compte davantage sur l'employeur que sur les pouvoirs publics, l'Union européenne ou la politique.

La science et la technologie jouent un rôle encore plus important. 47 % comptent beaucoup sur elles pour la réalisation de leurs idéaux personnels, 29 % un peu ; seuls 24 % ne comptent aucunement sur elles. Nous sommes de toute évidence confrontés à une génération qui fait largement confiance à la science et à la technologie et dont une importante majorité – 76 % – compte « un peu » à « beaucoup » sur leurs avancées pour la réalisation de leurs objectifs personnels. Il est évident que cette génération n'exprime aucun scepticisme vis-à-vis de la science et de la technologie.

La confiance dans le rôle auxiliaire des pouvoirs publics est surtout influencée par la conviction philosophique ou religieuse et par la préférence politique. Les musulmans comptent beaucoup plus sur les pouvoirs publics que les autres groupes de conviction. La préférence politique, disions-nous, a également une influence sur le recours aux pouvoirs publics. Au sein de l'électorat néerlandophone, cette confiance suit une ligne de fracture gauche-droite : l'électorat des partis de gauche compte beaucoup plus sur le gouvernement que celui des partis de droite. Sur ce point, l'électorat chrétien-démocrate est plus proche des partis de gauche que des partis de droite. Les partisans de l'extrême droite, ainsi que ceux de l'extrême gauche, comptent très peu sur les pouvoirs publics. Nous retrouvons cette distribution gauche-droite parmi les francophones, mais de façon moins tranchée. Les partisans du PS et d'Ecolo comptent le plus sur les pouvoirs publics, bien plus que ceux du MR. Contrairement aux chrétiens-démocrates néerlandophones, les chrétiens-démocrates francophones se reposent très peu sur les pouvoirs publics. Le

constat selon lequel les partisans d'extrême droite et d'extrême gauche attendent peu des pouvoirs publics, se vérifie aussi parmi les francophones.

À l'instar des pouvoirs publics, la confiance dans le rôle auxiliaire de l'Union européenne semble dépendre de la conviction philosophique ou religieuse et de la préférence politique. Les musulmans comptent le plus sur l'Union européenne, suivis par les libres-penseurs. L'Union européenne recueille le moins de suffrages parmi les incroyants et les indifférents. Chez les néerlandophones, l'électorat de Groen est le plus confiant dans le rôle auxiliaire de l'Union européenne. Les autres électors ne présentent pas de grandes différences sur ce point, à l'exception de l'électorat de l'extrême droite : parmi eux, personne ne dit compter sur l'Union européenne. Les électors francophones nous renvoient une image différente : ici, ce sont les électors du MR, d'Ecolo, du PS et du CdH qui comptent le plus, et de manière assez équivalente, sur l'Union européenne. Les partisans du FDF, de l'extrême droite et de l'extrême gauche comptent moins sur cette institution.

Tandis que 11 % des chrétiens pratiquants comptent (beaucoup) sur l'Église et 22 % un peu, les musulmans (stricts, moins stricts et dans le doute) ne sont pas moins de 63 % à se reposer (beaucoup) et 20 % à se reposer un peu sur l'Islam. 68 % des chrétiens pratiquants ne comptent pas (du tout) sur l'Église ; parmi les musulmans, ce chiffre est de 17 %. Il ressort clairement de ces chiffres que chrétiens et musulmans adoptent une attitude très différente vis-à-vis de leur religion : l'Église est une institution qui, pour très peu de chrétiens, a une réelle incidence dans leur vie ; en revanche, l'Islam tient une place prépondérante dans la vie d'une grande majorité des musulmans. Une même différence émerge lorsque nous examinons la mesure dans laquelle les jeunes adultes comptent sur Dieu (Dieu, Allah ou Jéhovah) pour les aider à façonner leur parcours de vie idéal. 16 % des chrétiens pratiquants comptent (beaucoup) sur Dieu, 16 % un peu. Parmi les musulmans, 82 % comptent (beaucoup) sur Allah et 9 % un peu. Pour les questions pratiques, Dieu a disparu de la vie de 69 % des chrétiens, un chiffre qui n'est que de 9 % pour les musulmans. Nous sommes visiblement confrontés à deux religions très différentes, construisant des rapports totalement différents à la vie quotidienne. Les chrétiens comptent sur leurs propres capacités, peu sur Dieu. Les musulmans comptent autant sur leurs propres capacités que sur Allah.

La mesure dans laquelle le jeune adulte compte sur la science et la technologie pour construire son parcours de vie idéal est surtout influencée par la conviction philosophique/religieuse. Concernant cette idéologie, nous formulons l'hypothèse que la science et la technologie recueillent surtout les suffrages des libres-penseurs. Cette hypothèse se vérifie en effet : de la catégorie des libres-penseurs, agnostiques et humanistes, 55 % comptent beaucoup et 27 % un peu sur la science et la technologie.

Nous constatons toutefois que la confiance des musulmans est plus grande encore. 86 % des musulmans comptent un peu à beaucoup sur la science et la technologie pour atteindre la qualité de vie souhaitée. Leur grande confiance en Allah pour les aider à réaliser leurs objectifs personnels ne fait donc aucunement obstacle à une foi quasi équivalente dans la science et la technologie. Il convient toutefois de noter que cette confiance plus marquée des musulmans en comparaison avec les autres groupes de conviction vaut pour presque tous les types d'auxiliaires. Quant aux personnes indifférentes vis-à-vis de toute conviction philosophique, elles sont les moins convaincues par le rôle auxiliaire de la science et de la technologie. Ces conclusions suggèrent ainsi qu'il n'existe aucune contradiction entre un engagement religieux et une foi dans la science et la technologie comme alliées dans la poursuite du bien-être et de la prospérité.

Nous nous sommes également posé la question de savoir si les auxiliaires aident réellement. Est-il vrai que le fait de compter sur certains auxiliaires suscite l'impression d'être mieux à même d'éviter ou de gérer les risques et de réaliser les idéaux d'avenir ? Cette approche révèle une nouvelle fois l'importance de l'entourage. Pour le jeune adulte qui compte, ou estime pouvoir compter, sur son partenaire et sa famille, nous constatons un affaiblissement significatif de l'impact négatif des menaces socio-économiques sur le sentiment de pouvoir dépasser ou améliorer la qualité de vie de ses parents et sur l'espoir de pouvoir façonner son parcours de vie idéal. De toute évidence, les personnes qui estiment pouvoir compter sur ce type de soutien envisagent l'avenir avec plus d'optimisme, même si elles se sentent fortement exposées aux risques socio-économiques. Ce constat vaut aussi, et cela est tout de même surprenant, pour les personnes qui comptent sur l'Union européenne. Il serait donc erroné d'interpréter le faible intérêt suscité par les élections européennes comme l'expression d'une indifférence vis-à-vis du projet européen. 18 % des jeunes adultes comptent (beaucoup) sur l'Union européenne pour faire face aux risques de la vie, et 53 % comptent un peu à beaucoup sur cette institution. De plus, les personnes qui comptent sur l'Union européenne sont plus optimistes quant à l'impact des risques socio-économiques sur leur avenir.

À cela s'ajoutent quelques institutions qui, envisagées comme auxiliaires, permettent de relativiser l'impact des risques socio-économiques sur le sentiment de pouvoir atteindre la qualité de vie des parents ou de pouvoir façonner son parcours de vie idéal : il s'agit des pouvoirs publics, de Dieu/Allah..., de l'Église, de la chance et de l'employeur.

Suivent enfin un certain nombre d'institutions et de personnes qui, même si elles sont considérées comme auxiliaires, ne contribuent aucunement à une vision optimiste : ce sont la politique, l'Islam, la science et la technologie et les collègues. Non seulement la politique recueille très peu de suffrages pour la résolution des problèmes personnels : les quelques personnes qui comptent sur elle, ne font pas preuve de plus d'optimisme. Les

pouvoirs publics, les gouvernements nationaux et l'Union européenne, en revanche, emportent l'adhésion d'un nombre plus important de jeunes adultes, auxquels ils insufflent aussi plus d'optimisme : ces jeunes ont moins l'impression que leur avenir sera compromis par les menaces socio-économiques perçues.

8 Bibliographie

- AAPOR. (2011). *Standard Definitions. Final Dispositions of Case Codes and Outcome Rates for Surveys. Revised 2011*. Retrieved 15 april 2014, from <http://aapor.org/Content/NavigationMenu/AboutAAPOR/StandardsampEthics/StandardDefinitions/StandardDefinitions2011.pdf>.
- Arnett, J. J. (2000). High Hopes in a Grim World. Emerging Adults' Views of Their Futures and "Generation X". *Youth & Society, 31*(3), 267-286.
- Bandura, A. (1977). Self-efficacy: Toward a unifying theory of behavioral change. *Psychological Review, 84*, 191-215.
- Bandura, A. (1997). *Self-efficacy. The exercise of control*. New York: Freeman.
- Beck, U. (1986). *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Beck, U. (2007). *Weltrisikogesellschaft. Auf der Suche nach der verlorenen Sicherheit*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Claeys, J., Debusscher, N., Duquet, M., & Elchardus, M. (2004). *Biotechnologie in de publieke sfeer. Deelrapport 3: Wetenschap, maatschappij en biotechnologie*. Brussel: Onderzoeksgroep TOR, Vakgroep Sociologie, Vrije Universiteit Brussel.
- Dua, P., & Smyth, D. J. (1993). Survey Evidence on Excessive Public Pessimism about the Future Behavior of Unemployment. *Public Opinion Quarterly, 57*, 566-574.
- Eckersley, R. (1999). Dreams and expectations: young people's expected and preferred futures and their significance for education. *Futures, 31*, 73-90.
- Elchardus, M. (2011). Classical republicanism and the contemporary voter. An empirical cultural sociology of the relationship between the private and the public realm. *Poetics, 39*(5), 407-425.
- Elchardus, M., & De Keere, K. (2013). Republicanism in Mediated Society. A comparative analysis on public and private evaluation guided by the theory of symbolic society. *International Journal of Politics, Culture and Society, 26*(3), 273-290.
- Elchardus, M., & Smits, W. (2007). *Het grootste geluk*. Leuven: LannooCampus.
- Elchardus, M., & Spruyt, B. (2011). Populisme en de zorg over de samenleving. *Sociologie, 8*(1), 114-133.
- Elchardus, M., & Te Braak, P. (2014). *Kort Technisch Verslag Toekomstonderzoek*. Brussel: Onderzoeksgroep TOR, Vakgroep Sociologie, Vrije Universiteit Brussel.

- Elchardus, M., & Te Braak, P. (2014). *Toekomstverwachtingen van jongvolwassenen. Rapport 2, Beter doen dan de ouders?* Brussel: Onderzoeksgroep TOR, Vakgroep Sociologie, Vrije Universiteit Brussel.
- Evers, A., & Nowotny, H. (1987). *Über den Umgang mit Unsicherheit*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Furedi, F. (1997). *Culture of Fear: Risk Taking and the Morality of Low Expectations*. London: Cassell.
- Goertzel, T. G., & Rosenberg, W. L. (1982). *Images of the Future and Socio-Political Attitudes of South Jersey and Philadelphia Young Adults*. Camden (N.J.): Forum for Policy Research and Public Service, Rutgers University.
- Houtman, D., & Mascini, P. (2000). De moderne cultuur en de onttovering van de wereld: Moreel relativisme en instrumenteel rationalisme in Nederland. *Sociologische Gids*, 47(5), 366-386.
- Jacobs, D., Janssens, M., & Swyngedouw, M. (2003). Optimisme en pessimisme in Vlaanderen. Op zoek naar determinanten van algemene en persoonlijke toekomstverwachtingen. In Administratie Planning en Statistiek (Ed.), *Vlaanderen gepeild!* (pp. 199-229). Brussel: Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.
- Lessing, E. E. (1971). Comparative Extension of Personal and Social-Political Future Time Perspective. *Perceptual and Motor Skills*, 33(2), 415-422.
- Maschke, S., & Stecher, L. (2009). Perspektiven von Jugendlichen auf die gesellschaftliche und persönliche Zukunft. *Diskurs- Kindheits- und Jugendforschung*, 4(2), 153-171.
- McElwee, R., & Brittain, L. (2009). Optimism for the World's Future versus the Personal Future: Application to Environmental Attitudes. *Current Psychology*, 28, 133-145.
- Peetsma, T. T. D. (2000). Future Time Perspective as a Predictor of School Investment. *Scandinavian Journal of Educational Research*, 44(2), 177-192.
- Reynolds, J., Stewart, M., MacDonald, R., & Sisco, L. (2006). Have Adolescents Become Too Ambitious? High School Senior's Educational and Occupational Plans, 1976 to 2000. *Social Problems*, 53(2), 186-206.
- Roche, J. (1999). Children: Rights, Participation and Citizenship. *Childhood*, 6(4), 475-493.
- Schluchter, W. (1990). The future of religion. In J. C. Alexander & S. e. Seidman (Eds.), *Culture and society: Contemporary debates* (pp. 249-261). Cambridge: Cambridge University Press.
- UNESCO. (2008). ISCED Review Concept Note november 2008 [Electronic Version]. Retrieved 13/11/2012 from <http://unstats.un.org/unsd/class/intercop/expertgroup/2009/AC190-10-e.PDF>.
- Weber, M. (1995 [1919]). *Wissenschaft als Beruf*. Stuttgart: Reclam.

- Wenglert, L., & Rosén, A.-S. (2000). Measuring optimism-pessimism from beliefs about future events. *Personality and Individual Differences, 28*, 717-728.
- Zaleski, Z., Chelwinski, Z., & Lens, W. (1994). Importance of and optimism-pessimism in predicting solutions to world problems. In Z. Zaleski (Ed.), *Psychology of future orientation* (pp. 207-228). Lublin: Towarzystwo Naukowe KUL.
- Zelizer, V. (1985). *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*. Princeton: Princeton University Press.